

CENTER FOR CONSTITUTIONAL RIGHTS

NOTE D'INFORMATION JURIDIQUE D'URGENCE

Le génocide perpétré par Israël contre le peuple palestinien et l'incapacité des États-Unis à le prévenir, ainsi que leur complicité dans ce génocide

18 octobre 2023

Le Centre pour les droits constitutionnels est une organisation juridique qui œuvre auprès des communautés menacées pour défendre la justice et la liberté par le biais de procédures judiciaires, de plaidoyer et de communications stratégiques. Depuis 1966, le Centre pour les droits constitutionnels s'attaque aux systèmes de pouvoir oppressifs, notamment le racisme systémique, l'oppression des femmes, les inégalités économiques et les abus de pouvoir de l'État. Pour plus d'informations, consultez : <https://ccrjustice.org/>.

Le génocide en cours perpétré par Israël contre le peuple palestinien et
l'incapacité des États-Unis à le prévenir, ainsi que leur complicité dans ce génocide

« Je suis ici comme un olivier. Nous ne quitterons jamais notre patrie. »

- Raji Sourani¹

I. INTRODUCTION

Il existe des arguments plausibles et crédibles, fondés sur des preuves factuelles solides, selon lesquels Israël tente de commettre, voire commet activement, le crime de génocide dans le territoire palestinien occupé, et plus particulièrement contre le peuple palestinien de la bande de Gaza.

² Le plus grave de
En droit international, le génocide désigne des actes spécifiques – tels que le meurtre ou l'infliction délibérée de conditions d'existence destinées à entraîner la destruction totale ou partielle d'un groupe – commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, le groupe ciblé, notamment pour des motifs ethniques ou nationaux.

Depuis le 7 octobre 2023, Israël a intensifié son blocus de 16 ans sur plus de 2,2 millions de Palestiniens à Gaza, où environ la moitié de la population a moins de 18 ans, en bombardant sans discrimination et de manière répétée les civils tout en leur coupant l'accès à tous les besoins essentiels, notamment la nourriture, l'eau, l'électricité et les fournitures médicales, et a ordonné le 13 octobre une « évacuation » forcée de 1,1 million de Palestiniens du nord de Gaza.

Alors que ce document d'information était finalisé le soir du 17 octobre 2023, on estimait à 500 le nombre de victimes d'une frappe aérienne israélienne signalée contre l'hôpital arabe Al-Ahli à Gaza.

¹ Raji Sourani, fondateur et directeur du Centre palestinien pour les droits de l'homme (PCHR) à Gaza, interrogé sur son éventuel départ de Gaza suite aux bombardements et à l'ordre d'évacuation, a répondu : « Je n'en ai absolument aucune intention. » Il a expliqué que sa famille vit à Gaza/Palestine depuis huit siècles. « Nous ne partons jamais » : L'avocat des droits de l'homme Raji Sourani, à Gaza, refuse d'être une « bonne victime », Democracy Now (17 octobre 2023), https://www.democracynow.org/2023/10/17/raji_sourani_gaza.

² Le Centre pour les droits constitutionnels (CCR) a produit cette analyse au milieu d'une situation qui se déroule encore à une vitesse dévastatrice, en réponse aux questions de journalistes, de militants et de membres de la communauté juridique. Cette analyse est donc nécessairement incomplète. Cependant, compte tenu des déclarations concernant la trajectoire et l'intensité de l'invasion terrestre et des bombardements israéliens imminents sur Gaza, nous craignons que le génocide en cours ne s'atténue pas et ne s'intensifie même.

Le CCR reconnaît que les Palestiniens et les organisations palestiniennes de défense des droits humains alertent depuis longtemps sur la probabilité que le génocide devienne le cadre inévitable pour évaluer les violations généralisées et systématiques commises contre leur peuple dans le territoire palestinien occupé, et exhortent les États à agir avant que la situation ne s'aggrave. Pour une analyse récente de Gaza et du génocide d'un point de vue sociologique, voir Mohammed Nijim, « Genocide in Palestine: Gaza as a case study », 27 International Journal of Human Rights 165 (2023). Nous saluons et rendons hommage aux organisations palestiniennes telles qu'Al-Haq, le Centre Al Mezan pour les droits humains, Defense for Children International-Palestine et le PCHR, et à bien d'autres, pour leur travail inlassable dans des conditions dangereuses et incroyablement difficiles, qui a permis de recueillir les informations présentées dans ce document et d'analyser les violations des droits humains et les crimes commis par Israël et ses représentants. Nous rendons également hommage aux habitants de Gaza qui, malgré les bombardements constants et l'accès de plus en plus limité à l'électricité, ont continué à écrire, tweeter, publier, téléphoner et témoigner de l'offensive israélienne, même lorsque celle-ci a décimé leurs familles.

où beaucoup cherchaient refuge. Sans compter les personnes tuées à l'hôpital Al-Ahli, au 17 octobre 2023, le ministère palestinien de la Santé a confirmé que 3 000 Palestiniens avaient déjà été tués, dont au moins 1 030 enfants et des centaines de familles ; en 11 jours, plus de 12 500 personnes ont été blessées, un million de Palestiniens déplacés et des milliers de maisons détruites. On dénombre également 1 200 personnes disparues, présumées piégées sous les décombres. Comme indiqué ci-dessous dans l'exposé détaillé des faits et dans les conclusions, des responsables israéliens ont déclaré que ces actions visaient à anéantir la population palestinienne de Gaza.³

Cela constitue un cas plausible et crédible de violation de la Convention sur le génocide.

À l'instar de la Palestine et d'Israël, les États-Unis sont signataires de la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide, premier traité relatif aux droits de l'homme adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies et considéré comme le fondement du système international des droits de l'homme. La Convention sur le génocide impose aux 153 États signataires l'obligation de prévenir et de punir le génocide. Elle érige en infraction non seulement le génocide lui-même, mais aussi l'incitation au génocide, les tentatives de génocide et la complicité de génocide, comme nous le verrons plus en détail ci-dessous. Israël, les États-Unis et, de fait, tous les États, doivent se conformer immédiatement à leurs obligations au titre de la Convention.

Dès lors qu'ils ont eu connaissance du grave risque de génocide contre le peuple palestinien, les États-Unis étaient tenus d'exercer leur influence sur Israël afin de prévenir ce crime. Non seulement les États-Unis manquent à leur obligation de prévenir un génocide, mais il existe des arguments plausibles et crédibles selon lesquels leurs actions visant à soutenir l'opération militaire israélienne, le blocus et la campagne menée contre la population palestinienne à Gaza constituent une complicité dans ce crime au regard du droit international.

Les États-Unis – et leurs citoyens, y compris le président – peuvent être tenus responsables de leur rôle dans la perpétration d'un génocide. Toute personne qui commet, incite à commettre, conspire en vue de commettre ou est complice d'un génocide peut être tenue responsable en vertu du droit international, notamment devant la Cour pénale internationale (CPI) , qui mène déjà une enquête sur des crimes de génocide.

³ Ce document contient des faits et des événements jusqu'au 17 octobre 2023 à 00h00 HNE.

⁴ Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 décembre 1948 sous la résolution 260 et entrée en vigueur le 12 janvier 1951 (« Convention sur le génocide »), <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%2078/volume-78-I-1021->

Israël a ratifié le traité en 1950, les États-Unis en sont devenus partie en 1988 et la Palestine y a adhéré en 2014.

⁵ Comme la Cour internationale de Justice l'a clairement indiqué dans son premier arrêt relatif à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, « les États contractants n'ont pas d'intérêts propres ; ils ont seulement, tous sans exception, un intérêt commun, à savoir la réalisation des nobles objectifs qui sont la raison d'être de la Convention ». Réserves à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, Avis consultatif, Recueil des arrêts, arrêts et notices, CIJ 1951, p. 15, 23, <https://www.icj-cij.org/case/12>.

⁶ Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, art. 6, ouvert à la signature le 17 juillet 1998, 2187 UNTS 90 (entré en vigueur le 1er juillet 2002) (« Statut de Rome »), <http://www.icc-cpi.int/sites/default/files/RS-Eng.pdf>.

commis en Palestine⁷ – ou en vertu du droit américain.⁸ La Cour internationale de Justice (« CIJ »), également connue sous le nom de Cour mondiale, habilitée à régler les différends entre États signataires de la Convention sur le génocide, peut également prononcer des mesures conservatoires pour assurer le respect de la Convention en cas de génocide en cours, notamment si elle estime que des violations de la Convention sont « plausibles ».⁹ De plus, l'interdiction du génocide étant reconnue comme un crime en vertu du droit international coutumier, en tant que norme impérative (jus cogens) assortie d'obligations erga omnes, elle est contraignante pour tous les pays et peut être poursuivie en vertu du principe de compétence universelle.

L'invocation par Israël de la légitime défense pour justifier sa campagne contre l'ensemble de la population palestinienne à Gaza, et le soutien inconditionnel que lui apportent les États-Unis, ne sauraient en aucun cas nier l'intention génocidaire ni justifier ses crimes au regard du droit international. Israël a lancé sa dernière offensive contre Gaza en représailles à une attaque menée par des combattants de la brigade al-Qassam, branche armée du Hamas, qui a fait au moins 1 400 morts, majoritairement des civils israéliens, et a conduit à la prise d'otages d'environ 200 Israéliens à Gaza.

Le ciblage ou le meurtre délibéré de civils et la prise d'otages civils constituent des violations du droit international humanitaire, notamment du droit interdisant les crimes de guerre, et doivent être traités par des mécanismes appropriés de responsabilisation. Or, comme le stipule clairement le droit, « aucun État ni aucun individu ne saurait justifier un génocide au nom de la légitime défense »¹.

Nous tenons également à préciser que cette analyse ne saurait minimiser les crimes et violations flagrantes des droits humains commis par Israël, passés ou en cours, distincts du crime de génocide, notamment les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité que sont l'apartheid, la persécution et l'extermination, qui ont été abondamment documentés par des organisations de défense des droits humains américaines, internationales et israéliennes. Ces violations graves imposent aux États l'obligation de prendre toutes les mesures possibles pour les prévenir et enrayer leur récurrence grâce à des mécanismes de responsabilisation tant au niveau étatique qu'individuel. Bénéficiant du soutien et de l'aval des États-Unis, Israël a joui d'une impunité totale pour ces crimes. En l'absence de responsabilisation, nous sommes désormais face à un génocide. Tous les États doivent agir, enfin, y compris les États-Unis, pour mettre fin à ces crimes et y remédier.

⁷ Chambre préliminaire I, Situation dans l'État de Palestine, ICC-01/18-143, Décision sur la « requête du Procureur fondée sur l'article 19(3) visant à obtenir une décision sur la compétence territoriale de la Cour en Palestine », (5 février 2021), <https://www.icc-cpi.int/court-record/icc-01/18-143>.

⁸ Les États-Unis ont mis en œuvre leurs obligations au titre de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (18 USC § 1091). Cette disposition prévoit la responsabilité pénale individuelle pour la commission, l'incitation, la tentative et le complot en vue de commettre un génocide ; la complicité est un mode de responsabilité généralement applicable en vertu du code pénal américain (voir 18 USC §§ 2(a) et 2(b)).

⁹ Voir, par exemple, Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar), Mesures provisoires, Recueil des arrêts de la CIJ 2020-2021 (23 janvier 2020), paragraphes 44 et 56, <https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/178/178-20200123-ORD-01-00-EN.pdf> ; Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, article IX.

¹⁰ Voir William A. Schabas, Genocide in International Law: The Crime of Crimes (Cambridge University Press 2009) à la p. 395; Prosecution v. Martić (Case No. IT-95-11-R61), Review of Indictment Pursuant to Rule 61 of the Rules of Procedure and Evidence, 13 March 1996, para. 17.

Les États-Unis doivent immédiatement prendre toutes les mesures nécessaires pour obtenir un cessez-le-feu, faire pression sur Israël afin qu'il mette fin à toutes ses opérations militaires et garantir l'acheminement de nourriture, d'eau, de fournitures médicales, d'hébergement d'urgence et d'autres formes d'assistance humanitaire aux Palestiniens de Gaza. Les États-Unis doivent cesser toute aide militaire, ainsi que tout soutien politique, économique et diplomatique à Israël, jusqu'à ce qu'Israël se conforme au droit international. En outre, la communauté internationale doit obtenir la levée immédiate du blocus de la bande de Gaza par Israël, qui dure depuis seize ans, de l'occupation militaire par Israël des territoires palestiniens occupés (la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et Gaza), qui dure depuis cinquante-six ans, et du régime d'apartheid qu'Israël applique sur l'ensemble de la Palestine historique.

II. LE CRIME DE GÉNOCIDE

« J'ai ordonné un siège total de la bande de Gaza. Il n'y aura ni électricité, ni nourriture, ni carburant, tout est fermé. Nous combattons des monstres et nous agissons en conséquence. »

- Le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant¹¹

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et face à l'horreur de l'Holocauste, la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide a été adoptée afin de dissuader et d'empêcher de telles atrocités à l'avenir et, à défaut, d'en demander des comptes aux responsables. Dans son premier avis examinant la portée, l'objet et les obligations découlant de la Convention, la CIJ a constaté que « son objectif est, d'une part, de préserver l'existence même de certains groupes humains et, d'autre part, de confirmer et de consacrer les principes moraux les plus élémentaires »¹². La Convention reconnaît la responsabilité tant au niveau de l'État qu'à celui des individus et exige que ces derniers rendent des comptes à ces deux niveaux.

La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide définit le génocide comme le fait de commettre des actes spécifiques « dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, en tant que tel »¹³. C'est le « groupe » qui doit être ciblé¹⁴, notamment en raison de sa nationalité ou de son appartenance ethnique ; et c'est ce « groupe » qui est protégé¹⁵. La « partie » ciblée peut être représentée par un sous-groupe, par exemple, dans une zone géographique spécifique¹⁶. Les Palestiniens vivant à Gaza, en tant que partie intégrante de la population palestinienne, peuvent constituer le groupe ciblé aux fins de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

¹¹ Le ministre israélien de la Défense – nous combattons des « animaux humains », Bloomberg Television (9 octobre 2023), <https://www.youtube.com/watch?v=3x02rCeusCI> ; voir aussi « Nous combattons des animaux humains », a déclaré le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, No Comment TV (9 octobre 2023), <https://www.youtube.com/watch?v=ZbPdR3E4hCk>.

¹² Réserves à la Convention sur le génocide, supra note 5, à la p. 23.

¹³ Convention sur le génocide, art. 2, chapeau.

¹⁴ Voir, par exemple, Procureur c. Musema, affaire n° ICTR-96-13-T, jugement de première instance, par. 165 (27 janvier 2000).

¹⁵ Voir Procureur c. Krstić, affaire n° IT-98-33, arrêt de la Chambre d'appel, opinion dissidente partielle du juge Shahabuddin, par. 50 (19 avril 2004) (expliquant que dans le contexte du massacre de 8 000 musulmans bosniaques à Srebrenica, « un groupe est constitué de caractéristiques – souvent intangibles – qui lient un ensemble de personnes en tant qu'unité sociale »).

¹⁶ C'était le cas pour le génocide de Srebrenica, le « groupe » aux fins du génocide étant Les musulmans bosniens, et la « partie » du groupe représentée par la communauté musulmane bosniaque de Srebrenica.

Le génocide, à l'instar du crime contre l'humanité que constitue la persécution, est un crime caractérisé par l'intention spécifique de cibler un groupe pour des motifs reconnus, au moyen d'une série d'actes souvent reflétés et mis en œuvre par les politiques étatiques. Dans le cas du génocide, le groupe protégé lui-même est visé par l'extermination. Comme l'a souligné l'Assemblée générale en 1946, « le déni du droit à l'existence heurte la conscience de l'humanité, entraîne des pertes considérables pour l'humanité en termes de contributions culturelles et autres que représentent ces groupes humains, et est contraire à la loi morale ainsi qu'à l'esprit et aux buts des Nations Unies. »¹

L'intention spécifique de détruire un groupe, qui peut être déduite du contexte général¹, est incompatible avec l'argument de la légitime défense. Les spécialistes du droit pénal international s'accordent à dire que la gravité et la spécificité du crime de génocide – l'auteur devant avoir l'intention de détruire un groupe – Cela rend inconcevable la justification du recours à la force défensive au titre de l'article 31(1)(c) du Statut de Rome.¹⁹ L'existence même d'un groupe (en l'occurrence les Palestiniens de Gaza) devrait donc être qualifiée de menace illégale imminente, ce qui est ici insoutenable. De plus, le droit de légitime défense est soumis aux principes du droit international²⁰, ainsi qu'au principe de proportionnalité, et « ne saurait comprendre de représailles ou de mesures punitives. C'est pourquoi aucun État ni aucun individu ne peut jamais être autorisé à justifier un génocide au nom de la légitime défense. »²¹

Outre l'interdiction du génocide lui-même, la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide interdit le complot, l'incitation, la tentative de génocide et la complicité de génocide. Le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) et le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) ont examiné différentes formes de complicité de génocide, notamment l'aide et la complicité de génocide, ainsi que le complot et l'entreprise criminelle commune.

22

Les massacres sont un moyen de commettre un génocide, mais ce n'est pas la seule méthode pour « détruire » ou exterminer (en tout ou en partie) un groupe. Raphael Lemkin, l'avocat polono-juif à qui l'on attribue la création du terme, a déclaré que le génocide comprend souvent « un plan coordonné visant à détruire les fondements essentiels de la vie des groupes nationaux afin que ces groupes

¹⁷ Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar), mesures conservatoires, ordonnance du 23 janvier 2020, CIJ Recueil 2020, p. 3, par. 69 (citant l'AGNU Rés. 96(I) (11 déc. 1946)) (« L'ordonnance sur la Gambie »).

¹⁸ Le Procureur c. Akayesu, affaire n° ICTR-96-4-T, jugement de première instance (2 septembre 1998), à la page 523.

¹⁹ Voir, par exemple, Hannah Tonkin, Defense Force Under the Rome Statute, 6 Melbourne Journal of International Law (2005) ; voir aussi Schabas, Genocide in International Law: The Crime of Crimes, Chapitre 7 (« Défenses contre le génocide »).

²⁰ Voir Légalité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, Avis consultatif, 1. CJ Reports 1996, p. 226, par. 42.

²¹ Voir Schabas, Genocide in International Law: The Crime of Crimes à la p. 395; Prosecution v. Martić (Case No. IT-95-11-R61), Examen de l'acte d'accusation conformément à la règle 61 des règles de procédure et de preuve, 13 mars 1996, par. 17.

²² Voir, par exemple, Procureur c. Popović et autres, affaire n° IT-05-88-A, arrêt d'appel (30 janvier 2015) (complot en vue de commettre un génocide et complicité de génocide) ; Procureur c. Nindabahizi, affaire n° ICTR-01-71-A, arrêt, § 122 (16 janvier 2007) (complicité de génocide) ; Procureur c. Ntagerura, affaire n° ICTR-99-46-A, arrêt, § 370 (7 juillet 2006) (idem) ; Procureur c. Musema, affaire n° ICTR-96-13-T, arrêt, § 180 (27 janvier 2000) (idem).

se flétrir et mourir comme des plantes atteintes d'une maladie. . . . Cela peut se faire en anéantissant tout fondement de la sécurité, de la liberté, de la santé et de la dignité personnelles.²³ Plus de cinquante ans après cette observation fondatrice de Lemkin, le TPIR a prononcé la première condamnation pour génocide par un tribunal international et a statué qu'outre les meurtres, « le fait de soumettre un groupe de personnes à une alimentation de subsistance, à l'expulsion systématique de leurs foyers et à la réduction des services médicaux essentiels en deçà du minimum requis » constituait le crime de génocide, en tant que « méthodes de destruction par lesquelles l'auteur ne tue pas immédiatement les membres du groupe, mais qui, en définitive, visent à leur destruction physique ».²⁴

Comme l'a établi un éminent spécialiste du génocide, les régimes coloniaux de peuplement – tels qu'Israël – sont structurés, par leurs politiques et leur planification expansionniste, pour faciliter la commission du génocide, et commettent souvent des « actes génocidaires » en réponse à la résistance d'un peuple colonisé ou occupé.²⁵

UN. Éléments du génocide

L'article II de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide définit ce crime par deux éléments principaux : (1) des actes sous-jacents spécifiques et (2) l'intention. Ces mêmes éléments définissent le crime de génocide dans le Statut de Rome de la CPI, ainsi que dans les Statuts du TPIY et du TPIR.²⁶ Le génocide est un crime, qu'il soit commis en temps de paix ou de guerre.²⁷ Le fait qu'un génocide ait lieu pendant un conflit armé avec un autre groupe « ne saurait en aucun cas être considéré comme une circonstance atténuante ».²⁸

Actes sous-jacents spécifiques. Le premier élément, les actes sous-jacents spécifiques, comprend notamment : a) le meurtre de membres du groupe ; b) le fait de causer des dommages corporels ou mentaux graves à des membres du groupe ; c) le fait d'infliger délibérément au groupe des conditions d'existence destinées à entraîner sa destruction physique totale ou partielle ; d) l'imposition de mesures visant à empêcher les naissances au sein du groupe ; et e) le transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.

²³ Raphael Lemkin, *Génocide – Un crime moderne*, 4 *Free World* 39 (1945).

²⁴ Voir le jugement du procès Akayesu. Le tribunal a également statué pour la première fois que le viol et d'autres formes d'agression sexuelle La violence peut constituer une forme de génocide lorsqu'elle est commise dans l'intention de détruire un groupe, en tout ou en partie.

²⁵ Voir A. Dirk Moses, *Un génocide aux antipodes ? Les origines du moment génocidaire aux États-Unis* Colonisation de l'Australie, 2 *J. of Genocide Research* 89 (2000). Voir généralement A. Dirk Moses (éd.), *Empire, Colony, Genocide: Conquest, Occupation and Subaltern Resistance in World History* (Berghahn Books, 2008). Voir également Haifa Rashed et Damien Short, « Genocide and Settler Colonialism: Can a Lemkin-Inspired Genocide Perspective Aid Our Understanding of the Palestinian Situation? », 16 *Int'l J. Hum. Rts.* 1142 (2012).

²⁶ Voir le Statut de Rome, art. 6 ; voir également le Statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, art. 4 (adopté par la résolution 827 du Conseil de sécurité des Nations Unies du 25 mai 1993) ; le Statut du Tribunal pénal international pour le Rwanda, art. 2 (adopté par la résolution 955 du Conseil de sécurité des Nations Unies du 8 novembre 1994).

²⁷ Convention sur le génocide, art. 1.

²⁸ Jugement du procès Akayesu, par. 128. L'article 31(1)(c) du Statut de Rome dispose en partie : « Le fait que la personne ait participé à une opération défensive menée par les forces ne constitue pas en soi un motif d'exclusion de la responsabilité pénale. »

Comme c'est particulièrement pertinent au regard de la situation actuelle à Gaza, le fait d'infliger délibérément à un groupe des conditions d'existence destinées à entraîner sa destruction physique totale ou partielle constitue un acte de génocide. Les éléments constitutifs des crimes de la CPI, s'appuyant sur le droit international coutumier, définissent l'expression « conditions d'existence » comme incluant, sans s'y limiter, « la privation délibérée de ressources indispensables à la survie, telles que la nourriture ou les services médicaux, ou l'expulsion systématique des foyers ».² Le tribunal saisi de l'affaire de Srebrenica, par exemple, a expliqué que de telles méthodes de destruction « ne tuent pas immédiatement les membres du groupe, mais [...] visent en définitive à leur destruction physique » – la preuve que ce résultat a été effectivement atteint n'étant pas requise.³ Le refus de soins médicaux,³¹ l'expulsion systématique des membres du groupe de leurs foyers,³² et la création de circonstances « entraînant une mort lente », telles que le manque de logement décent, d'eau, d'abri, de vêtements, d'hygiène, d'assainissement ou de nourriture adéquate, y compris en soumettant les personnes à un régime de subsistance, ou en soumettant les membres du groupe à un travail excessif ou à des efforts physiques pénibles,³³ ont tous été considérés comme des exemples de « conditions d'existence » destinées à entraîner la destruction physique, totale ou partielle, d'un groupe par les tribunaux internationaux dans le contexte du conflit rwandais. et les génocides de Srebrenica. « La nature réelle des conditions de vie, la durée pendant laquelle les membres du groupe y ont été soumis et les caractéristiques du groupe, telles que sa vulnérabilité, sont des facteurs illustratifs à prendre en compte pour évaluer le critère de probabilité. »³⁴

Aux fins de la définition du génocide, le meurtre est assimilé à un homicide, c'est-à-dire le fait de causer la mort par un acte ou une omission, avec l'intention de tuer ou de causer des lésions corporelles graves susceptibles d'entraîner la mort. Aucun nombre minimal de victimes n'est requis pour établir qu'un génocide a été commis.³⁵ Compte tenu de l'obligation qui incombe aux États de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir le génocide, ainsi que de l'interdiction de la tentative de génocide, les obligations des États sont déclenchées lorsque des homicides sont commis de manière à révéler une intention de détruire, en tout ou en partie, une population ciblée.

Parmi les exemples de préjudices corporels ou mentaux graves constituant un acte de génocide, on peut citer la torture, les traitements inhumains ou dégradants, les interrogatoires accompagnés de passages à tabac, et les atteintes à la santé ou les défigurations ou lésions graves aux organes externes ou internes des membres du groupe.

²⁹ Voir les éléments constitutifs des crimes de la CPI, art. 6(b), n. 4.

³⁰ Procureur c. Popović et autres, affaire n° IT-05-88-T, [jugement de première instance](#), paragraphe 814 (10 juin 2010).

³¹ Id., par. 815 ; Jugement Musema, par. 157.

³² Voir, par exemple, Procureur c. Brđanin, affaire n° IT-99-36, [jugement de première instance](#), para. 691 (1er septembre 2004) ; Procureur v. Stakić, Affaire n° IT-97-24-T, [Jugement de première instance](#), para. 517 (31 juillet 2003) ; Jugement Akayesu, par. 506.

³³ Voir, par exemple, Jugement Akayesu, par. 523 ; Jugement Stakić, par. 517 ; Le Procureur c. Karadžić, affaire n° IT-95-5/18-T, [jugement de première instance](#), par. 547 (24 mars 2016).

La CIJ a également inclus la destruction de villages et d'habitations, le déni d'accès à la nourriture, à un abri et aux autres biens essentiels, ainsi que les massacres, parmi les actes portant atteinte au « droit à l'existence d'un groupe protégé » au sens de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, dans le contexte des accusations de génocide portées contre les Rohingyas. (Ordonnance relative à la Gambie, par. 71).

³⁴ Jugement Karadžić, par. 548.

³⁵ « Il n'existe pas de seuil numérique de victimes nécessaire pour établir un génocide, même si l'ampleur proportionnelle de la destruction effective ou tentée d'un groupe, par l'un des actes énumérés à l'article 2 du Statut, constitue une preuve solide de l'intention de détruire un groupe, en tout ou en partie. » Procureur c. Muhimana, affaire n° ICTR-95-1B-T, arrêt, par. 498 (28 avril 2005).

Bien que le préjudice ne soit pas nécessairement permanent et irréversible, les menaces de mort et la conscience d'une mort imminente peuvent constituer un préjudice psychologique grave. Les tribunaux pour crimes de guerre reconnaissent d'ailleurs spécifiquement le préjudice psychologique grave causé par la menace de massacres indiscriminés : « La peur d'être capturé et, au moment de la séparation, le sentiment d'impuissance totale et la peur extrême pour la sécurité de sa famille et de ses amis constituent une expérience traumatisante dont on ne se remet pas rapidement, voire jamais. » La torture, en tant qu'acte sous-jacent au génocide, consiste à infliger un préjudice physique ou psychologique grave, que ce soit par des blessures physiques ou par des menaces de blesser ou de tuer une personne (ou un proche) afin de la contraindre ou de la punir, dans l'intention de lui infliger une souffrance psychologique telle que la peur. La déportation est également reconnue depuis longtemps comme causant un préjudice physique ou psychologique grave.

Intention spécifique. Le second élément – l'intention – exige que ces actes soient commis « dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux »⁴¹. L'intention génocidaire ou spécifique signifie que la destruction du groupe (en tout ou en partie) est clairement recherchée ; c'est le groupe en tant que tel (et non seulement certains de ses membres) qui doit être visé et détruit, en tout ou en partie⁴². Le terme « en partie » s'entend comme une portion substantielle d'un groupe particulier, qui peut faire partie d'un groupe plus large « dans une zone géographique délimitée »⁴³. Cette intention spécifique peut être prouvée à partir des faits et circonstances d'une affaire.⁴⁴

³⁶ Jugement Karadžić, par. 545 ; Jugement Akayesu, par. 502.

³⁷ Dans son appréciation de la menace de mort dans le contexte de Srebrenica, la chambre de première instance a conclu : « Les souffrances endurées par les hommes séparés à Potocari ou détenus après leur reddition ou leur capture au sein de la colonne quittant Srebrenica, sachant qu'ils risquaient d'être tués, constituaient un préjudice corporel et mental grave, élément matériel du génocide. Ce préjudice était de nature à contribuer, ou à tendre à contribuer, à la destruction du groupe, en ce que leurs souffrances empêchaient ces membres de mener une vie normale et constructive. » (Le Procureur c. Tolimir, n° IT-05-88/2-T, Arrêt, paragraphes 754-755 (12 décembre 2012).

³⁸ Le Procureur c. Blagojević et Jokić, affaire n° IT-02-60-T, jugement de première instance, para 647 (17 janvier 2005) (« Jugement Blagojević »).

³⁹ Voir, par exemple, le jugement du procès Akayesu, paragraphe 503, citant le procureur général du gouvernement israélien contre Adolph Eichmann, tribunal de district de Jérusalem, 12 décembre 1961, ILR vol. 36 (1968) pour les causes des graves dommages corporels ou mentaux subis par le groupe : « la famine, la déportation et la persécution [...] et par leur détention dans des ghettos, des camps de transit et des camps de concentration dans des conditions conçues pour entraîner leur dégradation, la privation de leurs droits en tant qu'êtres humains, et pour les opprimer et leur infliger des souffrances et des tortures inhumaines. »

⁴⁰ Arrêt du procès Blagojević, paragraphe 646 (citant Eichmann, p. 340). Voir également le paragraphe 650 (indiquant que « le déplacement forcé des femmes, des enfants et des personnes âgées constituait en soi une expérience traumatisante », en particulier lorsqu'il faisait suite à la fuite d'une zone soumise à une offensive militaire de cinq jours, sous le feu ennemi, séparée de sa famille et voyant la fumée s'élever de ses maisons, sachant que le déplacement n'était pas temporaire).

⁴¹ Convention sur le génocide, art. 2.

⁴² Voir par exemple, Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie), Arrêt, Recueil des arrêts de la CIJ 2015, par. 139 (« Arrêt CIJ Croatie 2015 »).

⁴³ Affaire relative à l'application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro), Arrêt, Recueil des arrêts, avis et décisions de la CIJ 2007, par. 126 (26 février 2007) (« Arrêt CIJ Bosnie-Herzégovine ») ; Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie), Exceptions préliminaires, Arrêt, Recueil des arrêts de la CIJ 2008, paragraphe 199, <https://www.icj-cij.org/case/118/judgments>.

⁴⁴ Procureur c. Jelisić, affaire n° IT-95-10-A, [jugement d'appel, paragraphe 47 \(5 juillet 2001\)](#) (« Arrêt Jelisić en appel »). En effet, les manifestations explicites d'intention criminelle sont « souvent rares dans le cadre des procès pénaux ». Dédire l'intention à partir des faits et circonstances pertinents « empêche les auteurs d'échapper à la condamnation simplement parce que... »

Les éléments constitutifs d'une intention spécifique peuvent inclure, sans toutefois s'y limiter : le contexte général, l'ampleur des atrocités, le ciblage systématique des victimes en raison de leur appartenance à un groupe particulier, d'autres actes répréhensibles systématiquement dirigés contre le même groupe, ou la répétition d'actes destructeurs et discriminatoires.⁴⁵ Bien que le transfert forcé ne soit pas considéré comme un indice suffisant à lui seul de l'intention de détruire, il constitue un élément pertinent à prendre en compte lors de l'évaluation de l'intention génocidaire.⁴⁶ L'existence d'un plan ou d'une politique peut également être un facteur utilisé pour établir l'intention spécifique, mais elle n'est pas requise.⁴⁷ L'intention génocidaire peut également être déduite des discours et déclarations publiques des responsables.⁴⁸

Saisie d'une demande de mesures conservatoires concernant le génocide en cours contre les Rohingyas au Myanmar (Birmanie), la CIJ a examiné divers rapports, rapports et résolutions de missions d'établissement des faits des Nations Unies afin d'évaluer s'il était « plausible » que les actes sous-jacents et l'intention génocidaire soient réunis. Elle a notamment relevé « la violation systématique des droits de l'homme, les discours et la rhétorique déshumanisants, la planification méthodique, les massacres, les déplacements massifs de population, la peur généralisée, l'extrême brutalité des actes commis, ainsi que la destruction physique des foyers de la population ciblée, à tous égards et à tous les niveaux », justifiant ainsi l'octroi de mesures conservatoires.

B. Le devoir de prévenir le génocide

L'article 1 des Conventions crée une obligation juridique de prévenir le génocide.⁵⁰ Cet engagement à prévenir le génocide n'est pas une obligation passive, mais « implique plutôt que chaque État partie doit évaluer s'il existe un génocide ou un risque sérieux de génocide ».⁵¹ Cette obligation de prévenir reflète l'engagement collectif de la communauté internationale à veiller à ce que des groupes ne soient pas ciblés pour destruction en raison de leur identité.

La CIJ a clairement indiqué que « l'obligation d'un État de prévenir, et le devoir correspondant d'agir, naissent à l'instant où l'État a connaissance, ou aurait normalement dû avoir connaissance, de l'existence d'une « risque sérieux de génocide ». ² Les États sont tenus de prendre toutes les mesures « raisonnablement à leur disposition » pour prévenir ce risque à partir de ce moment, « si l'État a

« Les manifestations sont absentes. » Procureur c. Rutaganda, affaire n° ICTR-96-3-T, [jugement de première instance](#), paragraphe 525 (26 mai 2003).

⁴⁵ Arrêt Jelisić, par. 47 ; Jugement Karadžić, paragraphe 550.

⁴⁶ Le Procureur c. Popović et al. Jugement, par. 824.

⁴⁷ Arrêt Jelisić, par. 48.

⁴⁸ Voir généralement Procureur c. Nahimana et autres, (« Procès médiatique »), affaire n° ICTR-99-52-A, [arrêt d'appel](#)

(28 novembre 2007).

⁴⁹ L'Ordonnance de Gambie, paragraphes 55-56.

⁵⁰ « Les Parties contractantes confirment que le génocide, qu'il soit commis en temps de paix ou en temps de guerre, est un crime. »

« Un crime de droit international qu'ils s'engagent à prévenir et à punir. » Convention sur le génocide, art. 1.

⁵¹ Arrêt CIJ Bosnie-Herzégovine, p. 43, aux paragraphes 430-431.

⁵² Ibid., paragraphes 431-432 (indiquant qu'« il suffit que l'État ait eu connaissance, ou aurait normalement dû avoir connaissance, de « un grave danger que des actes de génocide soient commis ».

« À sa disposition » signifie susceptible d'avoir un effet dissuasif sur ceux soupçonnés de préparer un génocide ou raisonnablement soupçonnés de nourrir une intention spécifique.³

La question de savoir si un État a manqué à son devoir de prévention dépend de sa capacité à influencer efficacement les actions des personnes susceptibles de commettre un génocide, ou qui le commettent déjà ; des liens politiques étroits, ainsi que des liens de toute autre nature, entre les autorités de cet État et les principaux acteurs des événements sont des indices de sa capacité à prévenir un génocide. Les États seront tenus responsables de leur manquement à ce devoir « s'ils ont manifestement omis de prendre toutes les mesures de prévention du génocide qui étaient en leur pouvoir et qui auraient pu contribuer à l'empêcher ». Dans la mesure où ils exercent une influence, les États sont également tenus de prévenir le génocide en dehors de leur territoire.

C. Complicité dans le génocide

La complicité de génocide constitue un crime à part entière, engageant la responsabilité pénale de l'État et celle de l'individu, quelle que soit sa position, en vertu de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.⁵⁶

La complicité ne peut exister que lorsqu'un acte de génocide punissable est commis par un autre État ou des personnes, auquel le complice s'associe. Les articles de la Commission du droit international sur la responsabilité des États s'appliquent pour évaluer la responsabilité des États pour des faits internationalement illicites. Comme l'a expliqué la CIJ, aux fins de la responsabilité des États au titre de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, la complicité « comprend la fourniture de moyens permettant ou facilitant la commission du crime. Elle est similaire à une catégorie figurant parmi les règles coutumières constituant le droit de la responsabilité des États, celle de l'« aide ou assistance » fournie par un État pour la commission d'un fait illicite par un autre État. Il suffit qu'un État agisse en « connaissance de l'acte illicite » – en l'occurrence le génocide – lorsqu'il fournit une aide ou un soutien ; il n'est pas nécessaire qu'il partage l'intention spécifique de commettre un génocide.

La complicité suppose qu'une action positive ait été entreprise pour fournir aide ou assistance aux auteurs du génocide.¹ Un État est reconnu coupable de complicité si ses organes savaient qu'un génocide était sur le point d'être commis ou était en cours, et si l'aide et l'assistance fournies, dès le moment où ils en ont eu connaissance, aux auteurs des actes criminels

⁵³ Ibid., paragraphe 430-31.

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ Ibid.

⁵⁶ Concernant la responsabilité individuelle, voir l'arrêt CIJ Bosnie-Herzégovine, paragraphes 167 et 381 ; Convention pour la prévention et la répression du génocide, article III e), article 4 (« Les personnes qui commettent un génocide [...] seront punies, qu'il s'agisse de dirigeants constitutionnellement responsables, de fonctionnaires ou de particuliers ») ; Statut de Rome, article 6 et 25 3 c).

⁵⁷ Un État ou un individu peut être tenu responsable de complicité même si l'auteur principal n'a pas été...

ont été jugés ou leur responsabilité a été établie. Voir l'arrêt CIJ Bosnie-Herzégovine, par. 182.

⁵⁸ Voir l'arrêt CIJ Croatie 2015, par. 128.

⁵⁹ Arrêt CIJ Bosnie-Herzégovine, par. 419.

⁶⁰ Ibid., par. 420 (concernant la complicité au sens de l'article 16 des Articles de responsabilité de l'État de la CDI) et

421.

⁶¹ Ibid., par. 432.

ou à ceux qui étaient sur le point de les commettre, qui ont permis ou facilité la commission de ces actes. »⁶²

Pour que la responsabilité pénale individuelle soit engagée, la complicité est constituée par l'instigation, l'aide et l'encouragement, ou la fourniture des moyens nécessaires à la commission du génocide.⁶³ Le fait de fournir des armes ou d'autres instruments et moyens utilisés pour commettre un génocide, en sachant qu'ils seraient utilisés à cette fin, constitue une forme de complicité.⁶⁴ Le complice n'a pas à partager avec l'auteur l'intention génocidaire – l'intention spécifique de détruire un groupe, en tout ou en partie, en raison de son identité.⁶⁵

III. FAITS PERTINENTS

UN. Contexte et historique

« Nous ne cherchons pas à exhumer les preuves d'un crime passé, car la Nakba est un présent prolongé qui promet de se poursuivre à l'avenir. »
– Mahmoud Darwish⁶⁶

Depuis 1947, le régime colonial israélien a perpétré de multiples actes génocidaires, notamment des massacres de Palestiniens, des expulsions massives et l'annexion de leurs terres, causant de graves préjudices physiques et psychologiques à la communauté palestinienne. Le premier de ces actes, la Nakba palestinienne, offre un éclairage essentiel sur l'idéologie et les fondements sur lesquels Israël s'appuie aujourd'hui, en octobre 2023, et que les responsables israéliens invoquent explicitement.

La Nakba (ou « la Catastrophe ») désigne la violente campagne de déplacements forcés et d'expropriation menée par les milices sionistes entre 1947 et 1949. Elle a entraîné le déplacement forcé de 85 % de la population palestinienne, la destruction de 531 villes et villages palestiniens et l'expulsion de quelque 750 000 Palestiniens devenus réfugiés. Les Palestiniens ont fui, ou ont été contraints de fuir, face aux atrocités de masse perpétrées par les forces armées du mouvement sioniste (notamment l'Irgoun, le Lehi et la Haganah), dont des dizaines de massacres.

⁶²

Identifiant

⁶³ Jugement Musema, par. 176.

⁶⁴ Ibid., par. 178.

⁶⁵ Ibid., par. 181. Voir également Procureur c. E. Ntakirutimana et G. Ntakirutimana, affaires n° ICTR-96-10-A et ICTR-96-17-A, arrêt d'appel, 13 décembre 2004, par. 501 (constatant que l'élément moral de l'aide et de l'incitation au génocide est la connaissance de l'intention génocidaire de l'auteur principal ; le complice - reconnu coupable de complicité de génocide - n'a pas besoin d'avoir l'intention de commettre un génocide).

⁶⁶ Mahmoud Darwish, Ne pas commencer par la fin, Al-Ahram Weekly Online, numéro 533 (10 mai 2001), <https://web.archive.org/web/20011202055655/http://www.ahram.org.eg/weekly/2001/533/op1.htm>.

On estime à 15 000 le nombre de Palestiniens. Dans les jours précédant le massacre particulièrement horrible de Deir Yassin, où plus de 100 Palestiniens, dont des enfants, furent tués, l'unité du Lehi « a proposé de liquider les habitants du village » afin de « briser le moral des Arabes ».

Au cours des 75 dernières années, les gouvernements israéliens successifs ont mené des campagnes délibérées, calculées et explicites contre les Palestiniens, caractérisées par l'expulsion, le transfert et le déplacement forcés, les meurtres, la fragmentation, l'emprisonnement arbitraire, la torture et le déni des droits fondamentaux.⁶⁹

En Cisjordanie, sous occupation militaire belliqueuse depuis 1967, la politique d'annexion israélienne se caractérise par un processus progressif et constant d'expulsion forcée des Palestiniens et de leur concentration dans des enclaves, tandis qu'Israël transfère sa propre population civile vers les territoires occupés, en violation de l'article 49 de la Convention de Genève de 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (« Quatrième Convention de Genève »). Les défenseurs des droits humains, les journalistes et les organisations internationales de défense des droits humains, telles que les Nations Unies, ont largement documenté la combinaison de mesures administratives, d'un régime foncier discriminatoire et de la dépossession des terres et des ressources, de détentions massives, ainsi que des violences d'État et des colons au cours des dernières décennies.⁷⁰ Rien que cette année, plusieurs communautés palestiniennes de Cisjordanie ont été déplacées de force à un rythme alarmant.⁷¹ En réponse aux protestations et aux soulèvements palestiniens contre ces conditions intolérables, l'armée israélienne a réagi par une répression militaire massive, un usage excessif de la force, des meurtres et des châtiments collectifs.⁷²

⁶⁷ Bureau central palestinien des statistiques, Président du PCBS : Malgré des circonstances tragiques, les Palestiniens ont multiplié les conséquences de la Nakba (catastrophe) de 1948 (mai 2008), depuis https://www.pcbs.gov.ps/Portals/_pcbs/PressRelease/nakba%2060.pdf ; La Nakba pas commencée ni ne s'est terminée en 1948, Al Jazeera (23 mai 2017), <https://www.aljazeera.com/features/2017/5/23/the-nakba-did-not-start-or-end-in-1948>. Voir aussi Raz Segal, Un cas d'école de génocide : Israël a été explicite sur ce qu'il mène à Gaza. Pourquoi le monde ne l'écoute-t-il pas ?, Jewish Currents (13 octobre 2023), <https://jewishcurrents.org/a-textbook-case-of-genocide> ; La Nakba palestinienne (« Catastrophe »), Institut pour la compréhension du Moyen-Orient (IMEU) (5 avril 2023), <https://imeu.org/article/quick-facts-the-palestinian-nakba> ; Fiche d'information : La Nakba palestinienne et l'établissement de l'apartheid israélien, IMEU (8 mai 2013), <https://imeu.org/article/the-nakba-65-years-of-dispossession-and-apartheid#massacres%20and%20atrocities>.

⁶⁸ Voir BADIL, Massacres et Nakba : Souvenirs des victimes de Sabra et Chatila, 7 Al-Majdal Magazine (2000), <https://www.badil.org/publications/al-majdal/issues/items/489.html>.

⁶⁹ Voir, par exemple, Un seuil franchi : les autorités israéliennes et les crimes d'apartheid et de persécution, Human Rights Watch (27 avril 2021), <https://www.hrw.org/report/2021/04/27/threshold-crossed/israeli-authorities-and-crimes-apartheid-and-persecution>.

⁷⁰ Voir généralement le rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, Francesca Albanese (21 septembre 2022), UN Doc. A/77/356, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N22/598/03/PDF/N2259803.pdf?OpenElement>.

⁷¹ Voir, par exemple, Israël transfère de force la communauté d'Ein Samia, B'Tselem (23 mai 2023), https://www.btselem.org/press_releases/20230523_ein_samia_forcible_transfer; Communauté palestinienne contrainte de se relocaliser en raison des pratiques de colonisation israéliennes, OCHA (25 mai 2023), <https://ochaopt.org/content/palestinian-community-compelled-relocate-amid-israeli-settlement-practices> (mentionnant plusieurs communautés depuis 2022). Des cas concernant des communautés spécifiques ont suscité une attention internationale considérable au fil des ans, notamment récemment Masafer Yatta, Khan Al Ahmar et les quartiers de Silwan et Sheikh Jarrah.

⁷² « La gâchette facile : le recours excessif à la force par Israël en Cisjordanie », Amnesty International (février 2014), https://www.amnesty.org.uk/files/mde150022014en_0.pdf ; Une démonstration de force : le recours excessif à la force par Israël

Depuis seize ans, les Palestiniens de Gaza subissent le blocus terrestre, maritime et aérien imposé par Israël, et vivent sous une occupation belliqueuse. Au moment de l'instauration de ce blocus, Israël a déclaré Gaza – alors peuplée d'environ 1,8 million d'habitants – « territoire hostile » et sa population « ennemie ».⁷³ La politique de blocus d'Israël a entraîné la violation des droits fondamentaux, notamment le droit à la liberté de circulation, le droit à la vie et à la sécurité physique, le droit à un niveau de vie décent (incluant l'accès à une alimentation, à l'eau et à un logement convenables), le droit à la santé, le droit à l'éducation et au travail, le droit à la famille et le droit à l'autodétermination.⁷⁴ Les Palestiniens de Gaza souffrent de graves pénuries de nourriture, d'eau potable, d'électricité, de services et de traitements médicaux essentiels (y compris les médicaments) et d'infrastructures critiques. La fourniture – ou le refus – de nombreux biens de première nécessité est au gré d'Israël, des gouvernements occidentaux et des organisations humanitaires internationales.⁷⁵ Les Palestiniens de Gaza nécessitant des soins médicaux d'urgence ou vitaux ne peuvent y accéder qu'en dehors de Gaza. Cependant, les Palestiniens doivent obtenir des permis des autorités israéliennes pour quitter la bande de Gaza, et ces permis sont systématiquement retardés ou refusés.⁷⁶

Les autorités israéliennes soumettent régulièrement les Palestiniens, notamment à Gaza, à de multiples formes de sanctions collectives, y compris des campagnes militaires soutenues. Ces campagnes, dont l'offensive militaire en cours contre Gaza, ont chacune entraîné des massacres de civils palestiniens, y compris des enfants. Au cours des seize années de blocus, et avant l'attaque militaire actuelle, Israël a mené au moins cinq attaques militaires de masse contre la population civile palestinienne et a réprimé les manifestations de la « Grande Marche du Retour », tuant plus de 5 365 Palestiniens, dont des journalistes, des personnels médicaux et des manifestants non armés :⁷⁷

Recours à la force ayant entraîné la mort de manifestants palestiniens non violents en 2014 et 2015, Al Haq (7 mai 2016), <https://www.alhaq.org/advocacy/6415.html> ; Utilisation abusive de gaz lacrymogène par le personnel de l'armée israélienne dans les territoires occupés par Israël, Amnesty International (1er juin 1988), <https://nakba.amnesty.org/wp-content/uploads/2018/11/AmnestyDoc.pdf>.

⁷³ Communiqué de presse du conseiller média du Premier ministre israélien : le cabinet de sécurité déclare Gaza territoire hostile (19 septembre 2007), <https://www.un.org/unispal/document/auto-insert-195603>. Voir la communication du PCHR, Al Mezan et Al Haq à la CPI sur la fermeture de Gaza en tant qu'État d'aliénation parentale : persécution (novembre 2016), <https://ccrjustice.org/sites/default/files/attach/2016/11/GAZA%20CLOSURE%20FOR%20ICC%20November%202%202016.pdf>.

⁷⁴ Voir la communication du PCHR, d'Al Mezan et d'Al Haq à la CPI sur la fermeture de Gaza en tant qu'État d'asile : persécution, supra note 73 (détaillant toutes les violations des droits fondamentaux).

⁷⁵ Voir « L'apartheid israélien contre les Palestiniens », Amnesty International (1er février 2022), exemple, <https://www.amnesty.org/en/latest/campaigns/2022/02/israels-system-of-apartheid/#:~:text=Israel%20has%20been%20systematically%20committing,documented%20by%20Amnesty%20aet%20autres.>

⁷⁶ Ibid. Voir aussi : Medical Aid for Palestinians and Al-Mezan Center, Delayed, Denied and Deprived: Collective Punishment of Palestinian Patients in Gaza in the Context of Israel's 15-year Blockade (juin 2022), <https://www.map.org.uk/downloads/map-al-mezan-access-to-health-online.pdf>.

⁷⁷ Données et chiffres humanitaires sur le territoire palestinien occupé, OCHA, disponibles sur <https://www.un.org/unispal/wp-content/uploads/2017/12/OCHAFACTSHEET-211217.pdf>. 6,

- (1) Le 27 décembre 2008, Israël a lancé une offensive militaire de 22 jours, connue sous le nom d'« Opération Plomb durci ». Les forces israéliennes ont tué près de 1 400 Palestiniens, en majorité des civils, dont 440 enfants, 111 femmes et 108 personnes âgées. À la suite de cette offensive, une mission d'enquête mandatée par l'ONU a conclu qu'Israël avait commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.⁷⁸
- (2) Entre le 14 et le 21 novembre 2012, Israël a mené une campagne de 8 jours, connue sous le nom d'« Opération Défense du Pilier », cette opération a consisté en plus de 1 500 frappes aériennes et a tué au moins 174 Palestiniens, dont la majorité étaient des civils, parmi lesquels 33 enfants et 13 femmes.⁷⁹
- (3) Entre le 8 juillet et le 26 août 2014, Israël a mené une offensive militaire de 51 jours contre les Palestiniens à Gaza, faisant 2 251 morts, dont 551 enfants et 299 femmes. Au moins 11 231 Palestiniens ont été blessés, dont 3 540 femmes et 3 436 enfants. Environ un tiers d'entre eux souffriront de handicaps permanents,⁸⁰ comme ce fut le cas pour Attiya Fathi Al-Nabaheen, alors âgé de 15 ans, touché à la colonne vertébrale par une balle tirée par les forces israéliennes et devenu tétraplégique. De son vivant, Attiya « a survécu à six bombardements militaires d'envergure sur Gaza et à une fusillade qui l'a paralysé ». Il a été tué lors des hostilités actuelles, le 8 octobre 2023, avec 12 membres de sa famille, lorsque les forces israéliennes ont pris pour cible, sans avertissement préalable, la maison de quatre étages de la famille Al-Nabaheen.⁸¹
- (4) À partir de mai 2018, les Palestiniens de Gaza ont organisé des messes pacifiques hebdomadaires. Des manifestations réclamaient le droit au retour des millions de réfugiés palestiniens expulsés de force par Israël et exigeaient la fin de l'occupation illégale du territoire israélien, qui durait alors depuis 11 ans.

⁷⁸ Voir le rapport de la Mission d'établissement des faits des Nations Unies sur le conflit de Gaza (rapport Goldstone), 12e session, 2009), Point 7 de l'ordre du jour, Doc. A/HRC/12/48 (25 septembre, ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G09/158/66/ https://documents-dds-
PDF/G0915866.pdf?OpenElement.

⁷⁹ Israël : Les frappes aériennes à Gaza ont violé le droit de la guerre, Human Rights Watch (12 février 2013), <https://www.hrw.org/news/2013/02/12/israel-gaza-airstrikes-violated-laws-war> ; Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la mise en œuvre des résolutions S-9/1 et S-12/1 du Conseil des droits de l'homme, § 6, ONU Doc. A/HRC/22/35/Add.1 2013), https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session22/A.HRC.22.3.5.Add.1_AV.pdf.

⁸⁰ Voir Conflit de Gaza de 2014, Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), <https://www.unrwa.org/2014-gaza-conflict> ; Rapport des conclusions détaillées de la Commission d'enquête internationale indépendante des Nations Unies établie en application de la résolution S-21/1 du Conseil des droits de l'homme, 29e session, point 7 de l'ordre du jour (22 juin 2015), UN Doc. A/HRC/29/CRP.4, <https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/co-i-gaza-conflict/commission-of-inquiry> ; Al Haq, Diviser pour mieux régner : une analyse juridique de l'offensive militaire israélienne de 2014 contre la bande de Gaza (2015), https://www.alhaq.org/cached_uploads/download/alhaq_files/publications/DIVIDE.AND.CONQUER.pdf.

⁸¹ Attiya Fathi Al-Nabaheen tuée lors d'une frappe aérienne israélienne ciblée à Gaza après une longue bataille juridique devant les tribunaux israéliens, Centre Al Mezan pour les droits de l'homme (12 octobre 2023), <https://mezan.org/public/en/post/46285/Attiya-Fathi-Al-Nabaheen-Killed-in-Targeted-Israeli-Airstrike-in-Gaza-After-Long-Legal-Battle-In-Israeli-Courts>.

Blocus. Israël a déployé des chars, des véhicules militaires et des soldats, et a ordonné à ses soldats, y compris des tireurs d'élite, de « tirer sur quiconque se trouvait à quelques centaines de mètres de la barrière ». ² Plus de 150 Palestiniens ont été tués lors des manifestations et au moins 10 000 ont été blessés, dont 1 849 enfants, 424 femmes et 115 journalistes. Au moins 5 814 Palestiniens ont été touchés par des balles réelles lors de ces manifestations pacifiques. ³

- (5) Entre le 10 et le 21 mai 2021, Israël a de nouveau intensifié la violence militaire contre les Palestiniens à Gaza après des manifestations qui ont éclaté dans toute la Palestine occupée en réaction à l'expulsion forcée de Palestiniens de leurs foyers à Sheikh Jarrah, à Jérusalem. En conséquence, 261 Palestiniens ont été tués à Gaza, dont 67 enfants et 41 femmes.⁸⁴ La moitié des Palestiniens tués lors de cette escalade ont été victimes de frappes aériennes à l'arme explosive.⁸⁵ Une série de frappes aériennes lancées le 16 mai 2021 a touché trois immeubles d'habitation, tuant 22 membres de la famille El-Qoulaq (al-Kawlaq) répartis sur quatre générations, 15 membres de la famille Abu al-Ouf répartis sur au moins trois générations et 5 membres de la famille Ishkontana.⁸⁶ Au total, 44 civils ont été tués, dont 18 enfants.

87

Depuis des années, les autorités israéliennes affirment clairement que ces attaques contre les Palestiniens, qui ont entraîné de nombreux morts et causé de graves préjudices physiques et psychologiques aux Palestiniens de Gaza, sont délibérées. Lors des bombardements de 2014 à Gaza, les conseillers spéciaux du Secrétaire général de l'ONU pour la prévention du génocide et pour la responsabilité de protéger ont émis un avertissement en réponse à « l'utilisation flagrante de discours de haine sur les réseaux sociaux, en particulier contre la population palestinienne », à la déshumanisation des Palestiniens et aux appels à leur meurtre, tout en réaffirmant l'interdiction de telles incitations en vertu du droit international.⁸⁸

⁸² Six mois après : la grande marche du retour à Gaza, Amnesty International (novembre 2021), <https://www.amnesty.org/en/latest/campaigns/2018/10/gaza-great-march-of-return/>.

⁸³ Voir le rapport des conclusions détaillées de la Commission d'enquête internationale indépendante des Nations Unies sur les manifestations de 2018 dans le territoire palestinien occupé, 40e session, point 7 de l'ordre du jour (18 mars 2019), document des Nations Unies. A/HRC/40/CRP.2,

https://www.ohchr.org/sites/default/files/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session40/Documents/A_HRC_40_74_CRP2.pdf.

⁸⁴ Aperçu : novembre 2021, OCHA (3 novembre 2021), <https://www.ochaopt.org/content/overview-november-2021>.

⁸⁵ Données sur les victimes, OCHA, <https://www.ochaopt.org/data/casualties>.

⁸⁶ Karin Laub et Fares Akram, « À Gaza, les civils endeuillés craignent que justice ne soit jamais rendue », AP News (2 juin 2021), <https://apnews.com/article/gaza-middle-east-israel-palestinian-conflict-fd2b4ee45e5cde322c8ea6fa23e90a5e>. Voir aussi « La nuit meurtrière à Gaza : comment les frappes aériennes israéliennes ont tué 44 personnes », NY Times (24 juin 2021), <https://www.nytimes.com/video/world/middleeast/100000007787471/israel-airstrikes-gaza.html?smid=nytcore-ios-share&referringSource=articleShare> (« Ces frappes ont été les plus meurtrières de la campagne israélienne de 11 jours en mai. »)

Selon l'enquête du New York Times, « l'armée israélienne a utilisé des bombes de précision de pointe » pour frapper le quartier des familles plus de 20 fois et, contrairement aux déclarations de l'armée israélienne selon lesquelles les frappes étaient « soigneusement ciblées », l'enquête démontre qu'Israël a lancé ces bombes « sans avertissement sur un quartier densément peuplé et avec des renseignements limités sur ce qu'ils attaquaient ».

⁸⁷ La nuit meurtrière de Gaza : comment les frappes aériennes israéliennes ont tué 44 personnes, supra note 86.

⁸⁸ Communiqué de presse, déclaration des conseillers spéciaux du Secrétaire général pour la prévention du génocide, M. Adama Dieng, et pour la responsabilité de protéger, Mme Jennifer Welsh, sur la situation en Israël et dans le

Le crime actuellement commis contre les Palestiniens à Gaza est l'aboutissement de ce que le gouvernement israélien, soutenu par une grande partie des États-Unis et avec le soutien de nombreuses puissances occidentales, a commencé en 1948. Il s'agit de l'achèvement de ce qui a jusqu'à présent été le « génocide progressif »⁸⁹ d'Israël contre les Palestiniens.

B. Le « moment génocidaire » actuel

« C'est toute une nation qui est responsable. Ce discours selon lequel les civils ne seraient pas au courant, pas impliqués, est faux. C'est absolument faux. » – Isaac Herzog, président israélien

Depuis la déclaration de « guerre » du Premier ministre Netanyahu le 7 octobre 2023, au moins 3 000 Palestiniens ont été tués à Gaza. Plus d'un million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays. Ce bilan ne tient pas compte des victimes de l'hôpital Al-Ahli al-Arabi, tuées le 17 octobre 2023, et devrait encore s'alourdir, les familles s'efforçant de « récupérer les corps de leurs proches sous les décombres ».⁹¹ Les autorités de la ville de Gaza ont dû entreposer des corps dans des camions frigorifiques en attendant de creuser des fosses communes pour accueillir tous les dépouilles.⁹²

Des familles entières ont été anéanties et plus de 1 030 enfants ont été tués.⁹³

Comme indiqué ci-dessous, avant et pendant ces actes de massacres et de ciblage d'infrastructures civiles, des responsables israéliens, tant politiques que militaires, ont tenu des propos clairs et sans ambiguïté révélant leur intention d'anéantir la population palestinienne de Gaza, notamment en créant des conditions de vie propices à sa destruction (totale ou partielle). Ces déclarations consistent à désigner l'ensemble de la population palestinienne de Gaza, sans distinction (civils ou combattants/personnes participant directement aux hostilités, enfants ou personnes âgées), comme « l'ennemi » ou « les terroristes » dont il faut éliminer, et dont les communautés seront éliminées. Dans leurs déclarations et discours publics, les responsables israéliens ont eu recours à des termes déshumanisants.

Bande de Palestine occupée 24, <https://www.territoriesofgenocideprevention.org/documents/media/statements/2014-English/2014-07-24-> (2014),

[Déclaration des conseillers spéciaux sur la situation en Israël et dans les territoires occupés.](#)

[Bande de 20 Gaza.pdf.](#)

⁸⁹ Voir, par exemple, Ilan Pappé, A Brief History of Israel's Incremental Genocide, dans On Palestine (Noam Chomsky & Ilan Pappé eds., Haymarket 2015), pp. 147-154.

⁹⁰ Paul Blumenthal, le président israélien affirme qu'il n'y a pas de civils innocents à Gaza, HuffPost (13 octobre 2023), https://www.huffpost.com/entry/israel-gaza-isaac-herzog_n_65295ee8e4b03ea0c004e2a8.

⁹¹ Israël/OPT : L'« ordre d'évacuation » épouvantable de Gaza doit être immédiatement annulé par Israël, Amnesty International (13 octobre 2023), <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/10/israel-opt-appalling-gaza-evacuation-order-must-be-rescinded-by-israel-immediately/>.

⁹² Nidal al-Mughrabi, Alors que le nombre de morts à Gaza augmente, des corps sont stockés dans des camions de crème glacée, Reuters (15 octobre 2023), <https://www.reuters.com/article/israel-palestinians-gaza-bodies-idAFKBN31F0B2>.

⁹³ Mohammed Abudoun, le bilan des morts palestiniens suite aux attaques israéliennes sur Gaza s'élève à 2 670, AA (16 octobre) 2023), <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/palestinian-death-toll-from-israeli-attacks-on-gaza-rises-to-2-670/3021056>.

Leur langage, qualifiant les Palestiniens de Gaza d'« animaux humains » et de « monstres assoiffés de sang », est sans équivoque. Ils ont également affirmé clairement vouloir infliger un maximum de dégâts : « l'accent est mis sur les dégâts et non sur la précision », en utilisant « un feu d'une ampleur inédite pour l'ennemi ».

Les messages des responsables gouvernementaux actuels ont été amplifiés par d'anciens responsables gouvernementaux et des réservistes, tant au niveau national qu'international, utilisant un langage déshumanisant similaire et reprenant les appels à tuer, à causer des dommages corporels ou mentaux graves et à créer des conditions de vie destinées à entraîner la destruction de la population palestinienne à Gaza.

Sur la base des conclusions que l'on peut tirer de ces déclarations et de la conduite qui s'ensuit de la part des forces israéliennes, au cours de la première semaine de l'attaque d'Israël, un nombre croissant d'experts, d'observateurs et d'universitaires ont averti qu'Israël tentait, incitait, voire commettait réellement un génocide, par le biais de ces attaques contre la population palestinienne de Gaza.⁹⁴ Les conclusions qui suivent cette section confirment ces avertissements.

Ce document présente dans les pages suivantes des résumés quotidiens des principales déclarations israéliennes, de leurs actions et de leurs effets sur la population palestinienne de Gaza.⁹⁵

Suite aux agissements d'Israël qui constituent au moins une preuve plausible et crédible de génocide, les déclarations et actions démontrant l'assistance, le soutien et la facilitation apportés par les États-Unis et leurs responsables à la campagne israélienne sont mises en évidence dans des encadrés. La mise en parallèle des agissements américains et israéliens permet de comprendre ce que les États-Unis savaient ou auraient dû savoir lorsqu'ils ont décidé d'apporter, ou de continuer d'apporter, à Israël un soutien politique, économique et militaire massif et crucial pour ses actions contre la population palestinienne.⁹⁶ Le soutien militaire et diplomatique inconditionnel des États-Unis a précédé le 7 octobre. En mai 2021, les États-Unis avaient bloqué au moins 53 résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU critiquant les violations des droits de l'homme et du droit international commises par Israël.⁹⁷ Israël est le principal bénéficiaire cumulé de l'aide étrangère américaine.

⁹⁴ Déclaration publique : Des universitaires mettent en garde contre un potentiel génocide à Gaza, *Approches du tiers monde en matière de revue juridique internationale*, (17 octobre 2023), <https://twailr.com/public-statement-scholars-warn-of-potential-genocide-in-gaza/>; Raz Segal, *A Textbook Case of Genocide*, *Jewish Currents* (13 octobre 2023), <https://jewishcurrents.org/a-textbook-case-of-genocide>.

⁹⁵ Le CCR souligne que ce document, et en particulier les pages qui suivent, n'aurait pas été possible sans la documentation collectée et diffusée par les organisations palestiniennes, notamment les témoignages et les récits de première main du peuple palestinien, afin de constituer un registre public en temps réel des crimes et atrocités commis par Israël à leur encontre. Voir Bande de Gaza, Al-Haq, <https://www.alhaq.org/advocacy/gaza-strip>; Communiqués de presse 2023, Centre Al Mezan pour les droits de l'homme, <https://www.mezan.org/en/Archive/2/2023>; Bande de Gaza, Défense des enfants internationaux – Palestine, <https://www.dci-palestine.org/>; Communiqués de presse, PCHR, <https://pchrgaza.org/en/category/press-releases/>. Voir également Al-Haq, Al Mezan Center for Human Rights et PCHR, Appel urgent conjoint aux procédures spéciales de l'ONU sur la guerre totale menée par Israël à Gaza (octobre 2023), https://www.alhaq.org/merged_downloads/download/2023/10/12/urgent-appeal-to-special-procedures-on-gaza-11-11-2023.pdf.

[oct-1697135190.pdf](https://www.alhaq.org/merged_downloads/download/2023/10/12/urgent-appeal-to-special-procedures-on-gaza-11-11-2023.pdf).

⁹⁶ Jeremy M. Sharp, Cong. Rsch. Servs., RL33222, Aide étrangère américaine à Israël (1er mars 2023), <https://sgp.fas.org/crs/mideast/RL33222.pdf>.

⁹⁷ Creede Newton, « Histoire du blocage par les États-Unis des résolutions de l'ONU contre Israël », Al Jazeera (19 mai 2021), <https://www.aljazeera.com/news/2021/5/19/a-history-of-the-us-blocking-un-resolutions-against-israel>; Israël : États-Unis

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont apporté leur aide à Israël. Depuis 1946, ils ont versé 260 milliards de dollars (ajustés à l'inflation) d'aide militaire et économique à Israël. Rien qu'en 2022, cette aide s'élevait à 4,8 milliards de dollars.⁹⁸ Comme le soulignent les conclusions, il existe des éléments plausibles et crédibles permettant d'affirmer que les États-Unis ont manqué à leurs obligations au titre de la Convention pour la prévention et la répression du génocide et se rendent complices de génocide.

Note concernant la chronologie : les exemples proposés ne prétendent aucunement être exhaustifs quant aux crimes actuellement commis, notamment au vu de l'évolution rapide de la situation, et ne doivent pas non plus être interprétés comme minimisant la nature continue de la domination israélienne sur le peuple palestinien et les crimes commis contre celui-ci au cours des 75 dernières années.

7 OCTOBRE 2023

Déclarations et conduites israéliennes favorisant le génocide

Le 7 octobre, dans une allocution télévisée, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a déclaré la guerre : « Citoyens d'Israël, nous sommes en guerre. Pas dans une opération ou par vagues, mais en guerre. »⁹⁹ Il a annoncé qu'Israël avait commencé à « nettoyer les communautés infiltrées par des terroristes ». ¹⁰⁰ Il a également révélé avoir « ordonné une mobilisation massive des réserves et qu'[Israël] riposterait avec une intensité inédite pour l'ennemi »¹⁰¹. Mettant en garde contre les actes de génocide à venir, dirigés contre l'ensemble de la population palestinienne de Gaza, il a déclaré : « L'ennemi paiera un prix sans précédent »¹⁰². Netanyahu a ordonné aux plus de deux millions de Palestiniens de Gaza de « partir immédiatement », bien qu'ils n'aient nulle part où aller en raison du blocus imposé par Israël, les menaçant : « [Israël] sera partout et avec toute sa puissance »¹⁰³. Outre l'annonce d'une expulsion massive et forcée des civils de Gaza, le ministre israélien de l'Énergie, Israel Katz, a également annoncé la coupure totale d'électricité dans toute la bande de Gaza. « Ce qui était ne sera plus »¹⁰⁴. Le député israélien Ariel Kallner a déclaré : « À présent, un seul objectif : la Nakba ! Une Nakba qui éclipsera celle de 1948 »¹⁰⁵.

Le veto sur les règlements porte atteinte au droit international, Human Rights Watch (18 février 2011), <https://www.hrw.org/news/2011/02/18/israel-us-veto-settlements-undermines-international-law>.

⁹⁸ Aide étrangère américaine à Israël, supra note 96.

⁹⁹ Wall Street Journal, Le Premier ministre israélien déclare la guerre au Hamas, mouvement militant palestinien, WSJ News YouTube, 7 octobre 2023, de 00:01 à 00:07, <https://www.youtube.com/watch?v=1PsOw7hxiXs> (« Citoyens d'Israël, nous sommes en guerre. Pas dans le cadre d'une opération ou de rounds, mais en guerre. »)

¹⁰⁰ Id. à 00:17-00:25.

¹⁰¹ Id. à 00:25-00:34.

¹⁰² Id. à 00:35-00:37.

¹⁰³ Promettant une guerre impitoyable contre le Hamas, Netanyahu déclare qu'Israël « vengera ce jour noir », The Times of Israel (8 octobre 2023), <https://www.timesofisrael.com/promising-merciless-war-on-hamas-netanyahu-says-israel-will-avenge-this-black-day/>

¹⁰⁴ Israël Katz, Israël Ministre de l'Énergie, https://twitter.com/Israel_katz/status/1710695021769265450, Gazouillement (Octobre. 7, 2023),

¹⁰⁵ Ariel Kallner, Membre de Knesset, <https://twitter.com/ArielKallner/status/170769363449141268>. Le message de Kallner a également été largement relayé et traduit. Voir, par exemple, Joseph Krauss, « L'appel récent d'Israël à une évacuation massive fait écho à la catastrophe palestinienne de 1948 ».

Immédiatement après la déclaration de guerre d'Israël à Gaza, le président Biden a affirmé que les États-Unis « se tiennent prêts à offrir tous les moyens appropriés de soutien au gouvernement et au peuple d'Israël » et a déclaré : « Le soutien de mon administration à la sécurité d'Israël est inébranlable et sans faille. »¹¹¹ Des responsables d'agences exécutives, y compris des membres du Cabinet, ont également réaffirmé le soutien sans équivoque des États-Unis à Israël.¹¹²

Centre pour les droits constitutionnels | 19

8 OCTOBRE 2023

Déclarations et conduites israéliennes favorisant le génocide

Le 8 octobre, lors d'une interview sur CNN, l'ambassadeur d'Israël aux États-Unis, Michael Herzog, a été interrogé sur la minimisation des pertes en vies palestiniennes.¹¹³ En réponse, l'ambassadeur Herzog a accusé sans fondement l'ONU d'exagérer le nombre de morts parmi les civils palestiniens, a mis en doute la crédibilité de toutes les sources palestiniennes et des témoignages oculaires, laissant entendre qu'une part importante des victimes civiles Les morts sont des « terroristes ».¹¹⁴ Il a déclaré qu'Israël « envoie un avertissement à la population pour qu'elle évacue » lorsque des zones densément peuplées sont la cible de frappes aériennes israéliennes, proclamant : « C'est notre façon de faire depuis toujours. »¹¹

Au 8 octobre, le bilan des victimes s'élevait à au moins 413 Palestiniens tués, dont 78 enfants et 41 femmes, et 2 300 blessés.¹¹⁶ Sur les 123 538 Palestiniens déplacés, plus de la moitié étaient réfugiés dans 64 écoles de l'UNRWA.¹¹⁷ L'une de ces écoles a été directement touchée par des frappes aériennes israéliennes.¹¹⁸ Israël a également ciblé et détruit des habitations à Gaza, parfois sans avertir les résidents d'évacuation.¹¹⁹ Israël a détruit 159 logements et en a gravement endommagé 1 210 autres.¹²⁰ Suite à l'ordre donné le 7 octobre par le ministre israélien de l'Énergie, John Katz, de couper toute l'électricité, les admissions de patients à l'hôpital étaient en hausse.¹²¹ Les nouveau-nés, les patients dialysés et ceux nécessitant des interventions médicales ou chirurgicales « étaient parmi les plus touchés ». ¹²² Les ménages de Gaza ont immédiatement subi des pénuries d'eau.¹²³

¹¹³ « NOTRE 11 SEPTEMBRE » : L'ambassadeur d'Israël aux États-Unis évoque la réaction à l'attaque du Hamas, CNN (8 octobre 2023).

<https://www.pbs.org/newshour/show/our-9-11-israeli-ambassador-to-the-us-discusses-reaction-to-hamas-attack>

(faisant référence au massacre de plus de 1 400 Palestiniens, dont plus de 500 enfants, lors de la dernière grande opération terrestre israélienne).

¹¹⁴ Ibid. (« Ces chiffres sont généralement amalgamés, et les Palestiniens se basent généralement sur des sources palestiniennes à Gaza. Ils incluent des centaines de terroristes tués alors qu'ils tentaient de tuer nos citoyens. Soyons donc très prudents avec ces chiffres. Je pense que nous devrions nous donner le temps de comprendre ce qui se passe. »)

¹¹⁵ Identifiant.

¹¹⁶ 413 Palestiniens tués dans les frappes aériennes israéliennes en cours sur Gaza, confirme le ministère de la Santé, selon Palestinian News & Agence d'information (8 octobre 2023), <https://english.wafa.ps/Pages/Details/138034>.

¹¹⁷ Escalade dans la bande de Gaza et en Israël : Flash Info n° 2, OCHA (8 octobre 2023),

<https://www.ochaopt.org/content/escalation-gaza-strip-and-israel-flash-update-2>.

¹¹⁸ Identifiant.

¹¹⁹ Ibid. Voir aussi Urgent : Israël annonce une guerre totale contre la population civile de Gaza, utilisant la famine comme arme, Centre palestinien pour les droits de l'homme (9 octobre 2023), <https://pchgaza.org/en/urgent-israel-announces-total-warfare-on-gazas-civilian-population-employing-starvation-as-a-weapon/>.

¹²⁰ Identifiant.

¹²¹ Les hôpitaux de Gaza au bord du noir après la coupure d'électricité par Israël, Middle East Eye (8 octobre 2023), <https://www.middleeasteye.net/news/gaza-hospitals-struggle-cope-israel-cuts-electricity>.

¹²² Identifiant.

¹²³ Ibid. (« Nous nous sommes réveillés ce matin et l'eau ne coulait pas des robinets en raison d'une panne de courant de 20 heures. Nous avons essayé de faire fonctionner les générateurs et autres sources d'alimentation de secours pendant quelques heures, mais cela n'a pas suffi à fournir de l'eau à toute notre famille élargie. »)

Le soutien des États-Unis à la campagne d'Israël

Le 8 octobre, le secrétaire américain à la Défense, Austin Lloyd, a ordonné au porte-avions USS Gerald R. Ford, « le plus moderne de la Marine et son groupe aéronaval lourdement armé », de se diriger vers les côtes israéliennes.¹²⁴ Il a également annoncé que les États-Unis « fourniraient rapidement aux Forces de défense israéliennes des équipements et des ressources supplémentaires, notamment des munitions », qui « commenceraient à être acheminés dès aujourd'hui et arriveraient dans les prochains jours ». ¹²⁵ Il a par ailleurs réaffirmé que « le renforcement de notre dispositif conjoint, en plus du soutien matériel que nous fournirons rapidement à Israël, souligne le soutien indéfectible des États-Unis aux Forces de défense israéliennes et au peuple israélien ». ¹²⁶

9 OCTOBRE 2023

Déclarations et conduites israéliennes favorisant le génocide

Le 9 octobre, le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, a ordonné un siège total de la bande de Gaza, employant un langage déshumanisant pour décrire la population palestinienne et annonçant des sanctions collectives visant à créer des conditions susceptibles de causer de graves préjudices physiques, voire la mort, à la population palestinienne de Gaza : « Il n'y aura ni électricité, ni nourriture, ni carburant, tout est fermé. Nous combattons des êtres humains bestiaux et nous agissons en conséquence. »¹²⁷ Le ministre a également menacé de « bombarder ceux qui tenteraient de fournir de l'aide à la bande de Gaza »¹²⁸ et a mobilisé un nombre sans précédent de 300 000 réservistes.¹²⁹

¹²⁴ Charles R. Davis et Jake Epstein, « Les États-Unis déploient leur porte-avions le plus moderne et leur groupe aéronaval lourdement armé au large des côtes israéliennes et fourniront au pays davantage d'armes et de munitions », Business Insider (8 octobre 2023), <https://www.businessinsider.com/us-moves-carrier-group-capable-of-firing-guided-missiles-to-israel-2023-10>.

¹²⁵ Département de la Défense des États-Unis, Déclaration du secrétaire Lloyd J. Austin III sur les changements de posture des forces américaines au Moyen-Orient (8 octobre 2023), <https://www.defense.gov/News/Releases/Release/Article/3551716/statement-from-secretary-lloyd-j-austin-iii-on-us-force-posture-changes-in-the/>
#:~:text=The%20first%20security%20assistance%20will,Forces%20and%20the%20Israeli%20people.

¹²⁶

¹²⁷ israélien Ministre Yoav Gallant (8 octobre 2023), <https://twitter.com/yoavgallant/status/1711335592942875097>. Voir également Human Rights Watch, Twitter (9 octobre 2022), <https://twitter.com/hrw/status/1711424885908791505/>.

¹²⁸

Israël/Territoire palestinien occupé : des experts de l'ONU déplorent les attaques contre des civils, appellent à une trêve et exhortent la communauté internationale à s'attaquer aux causes profondes de la violence, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (12 octobre 2023), <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/10/israeloccupied-palestinian-territory-un-experts-deplore-attacks-civilians>. ¹²⁹

Guerre israélo-palestinienne : ce qu'il faut savoir dès maintenant, Reuters (8 octobre 2023), <https://www.reuters.com/world/middle-east/israel-palestinian-war-what-you-need-know-right-now-2023-10-09/>.

À cette date, plus de 500 Palestiniens, dont au moins 91 enfants, avaient été tués.¹³⁰ Des frappes aériennes israéliennes ont ciblé des camps de réfugiés à Al Shati et Jabalia. À Jabalia, les frappes ont touché un marché public du camp, faisant au moins 50 morts et 120 blessés, ainsi qu'un immeuble d'habitation dans le centre-ville.¹³¹ Israël a également bombardé le point de passage de Rafah, à la frontière entre Gaza et l'Égypte, le fermant de facto et bloquant totalement la circulation et l'approvisionnement des Palestiniens à Gaza. ¹³²

Le soutien des États-Unis à la campagne d'Israël

Alors qu'Israël infligeait délibérément aux Palestiniens des « conditions de vie destinées à entraîner leur destruction physique », et suite aux nombreux rapports faisant état de cibles délibérées dans des zones civiles, le président Biden, ainsi que d'autres dirigeants de ses alliés occidentaux – la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni – ont publié une déclaration affirmant leur engagement à rester « unis et coordonnés... pour garantir qu'Israël soit en mesure de se défendre et, à terme, de créer les conditions d'une région du Moyen-Orient pacifique et intégrée ».¹³³ Ce faisant, chaque pays cité a explicitement fourni à Israël les moyens diplomatiques et politiques nécessaires pour faciliter son blocus des biens de première nécessité à Gaza.

Au plus tard le 9 octobre, voire avant, des obus d'artillerie au phosphore blanc portant des codes d'identification du département de la Défense américain étaient positionnés à Sderot, à l'extérieur de Gaza, et il est probable qu'il s'agisse de ceux qui ont été lancés vers Gaza le 11 octobre.

¹³⁰ Ruwaida Amer, Des milliers d'habitants de Gaza se réfugient dans des écoles de l'ONU pour échapper aux raids aériens israéliens, Al Jazeera (9 octobre 2023), <https://www.aljazeera.com/news/2023/10/9/thousands-of-gaza-residents-take-refuge-in-un-schools-from-israel-air-raids>. Voir aussi 91 enfants palestiniens tués à Gaza lors d'une attaque israélienne, DCI-Palestine (9 octobre 2023), <https://www.dci-palestine.org/91-palestinian-children-in-gaza-killed-in-israeli-assault>.

¹³¹ Ahmed Asmar, « Au moins 50 Palestiniens tués dans un raid aérien israélien sur le camp de réfugiés de Jabalia, au nord de Gaza », Anadolu Ajansi (AA) (9 octobre 2023), <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/at-least-50-palestinians-killed-in-israeli-airstrike-on-jabalia-refugee-camp-northern-gaza/3012782>. Voir aussi Al Jazeera, « Des informations font état de nombreuses victimes lors d'une attaque aérienne israélienne sur un camp de réfugiés à Gaza » (9 octobre 2023), <https://www.aljazeera.com/news/2023/10/9/reports-of-mass-casualties-as-israeli-air-attack-hits-refugee-camp-in-gaza>.

¹³² Des experts de l'ONU déplorent les attaques contre les civils (voir note 128 ci-dessus) . Voir également : Jours 4 et 5 : Israël détruit des quartiers résidentiels entiers et intensifie les massacres de Palestiniens à Gaza, Centre palestinien pour les droits de l'homme (11 octobre 2023), <https://pchgaza.org/en/days-4-5-israel-destroys-entire-residential-neighborhoods-and-intensifies-mass-killings-of-palestinians-in-gaza/>

¹³³ Déclaration conjointe de la Maison Blanche sur Israël (9 octobre 2023), <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2023/10/09/joint-statement-on-israel/>. Cette déclaration a été signée par le président français Macron, le chancelier allemand Scholz, le Premier ministre italien Meloni, le Premier ministre britannique Rishi Sunak et le président américain Biden.

¹³⁴ Laboratoire de preuves citoyennes. Identification de l'utilisation de phosphore blanc par l'armée israélienne à Gaza, Amnesty International (13 octobre 2023), <https://citizenvidence.org/2023/10/13/israel-opt-identifying-the-israeli-armys-use-of-white-phosphorus-in-gaza/>.

10 OCTOBRE 2023

Déclarations et conduites israéliennes favorisant le génocide

« Gaza finira par se transformer en ville de tentes. » – Un responsable de la sécurité israélienne 135

Le 10 octobre, le porte-parole de Tsahal, Daniel Hagari, a annoncé que l'armée israélienne avait déjà largué « des centaines de tonnes de bombes »¹³⁶, ajoutant que « l'accent est mis sur les dégâts et non sur la destruction ».

précision." ¹³⁷ Le général de division israélien Ghassan Alian, chef du Bureau du coordonnateur du gouvernement

Les Activités dans les Territoires (« COGAT ») affichaient explicitement l'intention de détruire la vie palestinienne à Gaza : « Les êtres humains doivent être traités comme des animaux. Il n'y aura ni électricité ni eau [à Gaza], il n'y aura que destruction. Vous vouliez l'enfer, vous l'aurez. »¹³⁸ Le général de réserve Giora Eiland écrivait dans le journal israélien Yedioth Ahronoth : « Créer une grave crise humanitaire à Gaza est un moyen nécessaire pour atteindre cet objectif », déclarant que « Gaza deviendra un lieu où aucun être humain ne pourra survivre. »¹³⁹

Face à l'intensification des frappes aériennes israéliennes, le bilan des morts s'est alourdi à plus de 900, dont au moins 260 enfants.¹⁴⁰ Plus de 4 600 Palestiniens ont été blessés.¹⁴¹ Les attaques israéliennes ont de plus en plus ciblé et tué des personnels de santé et des journalistes.¹⁴² L'ONU a averti que 400 000 Palestiniens à Gaza n'étaient pas en danger.

¹³⁵ Ishaan Tharoor, Alors qu'Israël intensifie sa guerre contre le Hamas, ses partisans applaudissent la destruction de Gaza, Wash. Post (13 octobre 2023), <https://www.washingtonpost.com/world/2023/10/13/israel-rhetoric-gaza-response-retribution-punition/>. Voir aussi Le quatrième jour de la guerre : bombardements massifs dans tout le pays, des terroristes ont été éliminés dans le sud, News 13 (11 octobre 2023), <https://13tv.co.il/item/news/politics/security/day-4-903742131/>.

¹³⁶ James Reynolds, « De plus en plus de militants du Hamas "traversent la frontière israélienne" alors que le bilan des morts dans la guerre sanglante contre le Hamas s'élève à 1 900 et que les habitants sont invités à se réfugier dans des abris sécurisés », Daily Mail (10 octobre 2021), <https://www.dailymail.co.uk/news/article-12617107/hamas-militants-cross-israel-safe-rooms.html>. Voir aussi Jack Khoury, « Au moins 770 morts lors des bombardements de la bande de Gaza par l'armée de l'air israélienne », Haaretz (10 octobre 2023), <https://www.haaretz.com/israel-news/2023-10-10/ty-article/.premium/at-least-770-dead-as-the-israel-air-force-bombs-the-gaza-strip/0000018b-1a53-df31-a99f-7fd3bd1e0000>.

¹³⁷ Bethan McKernan et Quique Kierszenbaum, « L'accent est mis sur les dégâts, pas sur la précision » : une offensive terrestre à Gaza semble imminente, Guardian (10 octobre 2023), <http://www.theguardian.com/world/2023/oct/10/right-now-it-is-one-day-at-a-time-life-on-israels-frontline-with-gaza>.

¹³⁸ Gianluca Pacchiani, chef du COGAT, s'adresse aux Gazaouis : « Vous vouliez l'enfer, vous l'aurez », Times of Israel (10 octobre 2023), https://www.timesofisrael.com/liveblog_entry/cogat-chief-addresses-gazans-you-wanted-hell-you-will-get-hell/.

¹³⁹ Giora Eiland, Il est temps d'en finir avec le Hamas, YNet News (12 octobre 2023), <https://www.ynetnews.com/article/sju3uabba> (publié initialement en hébreu le 10 octobre 2023, <https://www.ynet.co.il/yedioth/article/yokra13625377>).

¹⁴⁰ 922 Palestiniens martyrisés, dont 260 enfants, lors des bombardements de Gaza, Al Mayadeen English (11 octobre 2023), <https://english.almayadeen.net/news/politics/922-palestinians-martyred-including-260-children-in-gaza-bom>.

¹⁴¹ Identifiant.

¹⁴² Hostilités dans la bande de Gaza et en Israël : Flash Update n° 4, OCHA (10 octobre 2023), <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-4>.

L'accès à l'eau courante est perturbé par les dégâts causés par les frappes aériennes et les actions israéliennes.¹⁴³ Des responsables israéliens ont menacé de bombarder les camions d'aide transportant des secours vitaux vers la bande de Gaza.¹⁴⁴

Le soutien des États-Unis à la campagne d'Israël

Lors d'une conférence de presse le 10 octobre, le président Biden a réaffirmé son soutien inconditionnel et sans équivoque aux actions israéliennes, déclarant que les États-Unis « veilleront à ce qu'Israël dispose des ressources nécessaires pour prendre soin de ses citoyens, se défendre et répondre à cette attaque ». Il a également alimenté une campagne de désinformation israélienne, fondée sur la déshumanisation des Palestiniens, affirmant avoir « vu » des images d'enfants et de nourrissons décapités, alors qu'aucune image de ce type n'existait.¹⁴⁵ Il a fallu attendre une journée entière avant que son équipe ne publie une « clarification » indiquant que ni lui ni son équipe n'avaient réellement vu de photos d'enfants décapités, et qu'il n'existait aucun rapport ni photo confirmés d'enfants ou de bébés décapités.¹⁴⁶ Dans son premier discours, très attendu, le président Biden n'a pas une seule fois mentionné les morts de civils palestiniens, se contentant d'une brève allusion aux normes du droit international.¹⁴⁷

Interrogé sur le nombre de Palestiniens tués par les États-Unis et sur la possibilité que ces derniers « appellent Israël à cesser immédiatement ses efforts pour couper l'acheminement de médicaments, d'eau, d'aide humanitaire et d'électricité » à Gaza, le porte-parole du département d'État, Matthew Miller, a refusé de commenter ce nombre. Il a justifié la répression israélienne contre l'ensemble de la population en ces termes : « Permettez-moi de préciser d'emblée que nous n'en sommes qu'aux prémices de la riposte israélienne. Israël a le droit de mener une riposte énergique face au terrorisme perpétré contre ses citoyens. Nous attendons d'Israël qu'il respecte le droit international, nous en sommes convaincus, et nous resterons en contact étroit avec lui à ce sujet. »

¹⁴³ Jack Khoury, « Au moins 770 morts lors des bombardements de la bande de Gaza par l'armée de l'air israélienne », Haaretz (10 octobre 2023), <https://www.haaretz.com/israel-news/2023-10-10/ty-article/.premium/at-least-770-dead-as-the-israel-air-force-bombs-the-gaza-strip/0000018b-1a53-df31-a99f-7fd3bd1e0000>.

¹⁴⁴ Sinaï pour Humain Droits, (oct. 2023), <https://twitter.com/sinaifhr/status/1711720380545525214?s=46&t=qngTGJteAvWJnLCYF7K9fQ>. Voir aussi : Israël menace de bombarder des camions d'aide égyptiens se dirigeant vers Gaza, Middle East Monitor (10 oct. 2023), <https://www.middleeastmonitor.com/20231010-israel-threatens-to-bomb-egypt-aid-trucks-heading-to-gaza/>.

¹⁴⁵ Matthew Chance et al., Un responsable israélien affirme que le gouvernement ne peut pas confirmer que des bébés ont été décapités lors d'une attaque du Hamas, CNN (12 octobre 2023), <https://www.cnn.com/2023/10/12/middleeast/israel-hamas-beheading-claims-intl/index.html>.

¹⁴⁶

¹⁴⁷ La Maison Blanche, Déclaration du président Biden sur les attaques terroristes en Israël (10 octobre 2023),

<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2023/10/10/remarks-by-president-biden-on-the-terrorist-attacks-in-israel-2/#:~:text=stand%20with%20Israel,->

[Nous soutenons Israël. Il n'y a aucune excuse.](#)

¹⁴⁸ Département d'État américain, question de Said Erakat au porte-parole Matthew Miller, point de presse quotidien du Département d'État, 14:53-17:27 <https://video.state.gov/detail/videos/tv-p-stories/video/6338801203112/dept-of-state-14-october-10-2023?autoStart=true>.

¹⁴⁹

11 OCTOBRE 2023

Déclarations et conduites israéliennes favorisant le génocide

Le lieutenant-colonel Jonathan Concrigus, porte-parole de Tsahal, a indiqué que les 300 000 réservistes, dont « l'infanterie, les soldats blindés, les corps d'artillerie et de nombreux autres soldats de réserve », étaient « proches de la bande de Gaza », ¹⁵⁰ menaçant d'une invasion terrestre de cette bande de terre de 25 miles de long.

Les forces israéliennes ont délibérément ciblé des équipes médicales. Le Croissant-Rouge palestinien a publié un communiqué condamnant le meurtre de quatre de ses secouristes, « en moins d'une demi-heure » et « en une seule journée, malgré une coordination préalable ». ¹⁵¹

Les forces israéliennes ont également utilisé du phosphore blanc dans des zones densément peuplées de Gaza, en violation directe du droit international. ¹⁵² L'arme chimique provoque de graves brûlures (« jusqu'à l'os »).

Le phosphore blanc peut être mortel même en cas d'exposition sur seulement 10 % du corps humain et provoque des malformations congénitales transgénérationnelles. ¹⁵³

À cette date, les attaques israéliennes avaient tué au moins 1 100 Palestiniens et en avaient blessé 5 339. ¹⁵⁴ Le nombre de Palestiniens déplacés s'élevait à au moins 340 000, dont près de 218 600 étaient réfugiés dans 92 écoles de l'UNRWA dans la bande de Gaza. ¹⁵⁵ La seule centrale électrique de Gaza a cessé de fonctionner après l'épuisement de ses dernières réserves de carburant, sous le blocus israélien de toute la bande de Gaza, ¹⁵⁶ privant ainsi d'électricité plus de 2 millions de Palestiniens, à l'exception de ceux qui possédaient de petits générateurs. La coupure d'électricité à Gaza par Israël a eu des conséquences désastreuses pour les civils blessés ayant survécu aux frappes aériennes israéliennes et hospitalisés. Le porte-parole du ministère palestinien de la Santé à Gaza

¹⁵⁰ Niamh Kennedy et al., Israël mobilise un nombre de réservistes combinés à peu près équivalent à celui des forces de réserve militaires américaines, CNN (11 octobre 2023), https://www.cnn.com/middleeast/live-news/israel-hamas-war-gaza-10-11-23/h_3dd3dcece18e2f71ea1a23aeb190836b.

¹⁵¹ Croissant-Rouge palestinien, Le Croissant-Rouge palestinien exige que justice soit faite pour le massacre (octobre 2023), Quatre de ses des ambulanciers <https://www.palestinercs.org/public/files/image/2023/Gaza%20Statement%2011.10.2023%20Final.pdf>. Gaza 11,

¹⁵² Questions et réponses sur l'utilisation du phosphore blanc par Israël à Gaza et au Liban, Human Rights Watch (12 octobre 2023), <https://www.hrw.org/news/2023/10/12/questions-and-answers-israels-use-white-phosphorus-gaza-and-lebanon> (« Human Rights Watch a authentifié des vidéos prises au Liban et à Gaza les 10 et 11 octobre 2023 respectivement, montrant de multiples explosions aériennes de phosphore blanc tirées par l'artillerie au-dessus du port de la ville de Gaza et de deux zones rurales le long de la frontière israélo-libanaise, et a interrogé deux personnes qui ont décrit une attaque à Gaza. »)

¹⁵³ ¹⁵⁴ Hostilités dans la bande de Gaza et en Israël : Flash Update n° 5, OCHA (11 octobre 2023), https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-5?_gl=1*vm5iqu*_ga*MTMyMTE5NjQzMj4xNjkxNDY5MzQ3*_ga_E60ZNX2F68*MTY5NzUyMTE3OC4yMS4wLjE2OTc1MjExNzguNjAuMC4w.

¹⁵⁵ Les experts de l'ONU déplorent les attaques contre les civils, supra note 128.

¹⁵⁶ Ibrahim Dahman, La seule centrale électrique de Gaza cesse de fonctionner faute de carburant, après qu'Israël a ordonné un blocus « total », CNN (11 octobre 2023), <https://www.cnn.com/2023/10/11/middleeast/gaza-power-plant-shuts-down-intl/index.html>.

Il a averti que les appareils vitaux des hôpitaux fonctionnaient grâce à des générateurs et allaient « bientôt cesser de fonctionner », provoquant des blessures et des décès massifs parmi les Palestiniens.¹⁵⁷

Le soutien des États-Unis à la campagne d'Israël

Le matin du 11 octobre, « le président Biden et la vice-présidente Harris se sont entretenus avec le Premier ministre Netanyahu pour discuter du soutien continu des États-Unis à Israël, alors qu'Israël se défend et protège son peuple. »¹⁵⁸

12 OCTOBRE 2023

Déclarations et conduites israéliennes favorisant le génocide

L'armée israélienne a ordonné à l'ensemble de la population du nord de Gaza – plus d'un million de personnes, y compris le personnel de l'ONU et les civils réfugiés dans des installations onusiennes – de se déplacer vers le sud de Gaza dans un délai de 24 heures.¹⁵⁹

Après des menaces antérieures d'attentats à la bombe contre des camions d'aide humanitaire en provenance d'Égypte, le ministre israélien de l'Énergie, Israel Katz, a réaffirmé le maintien du blocus israélien de l'aide humanitaire, faisant fi des graves conséquences physiques, voire mortelles, qu'un tel acte entraînerait pour tous les Palestiniens : « Aide humanitaire à Gaza ? Aucun interrupteur ne sera allumé, aucune borne d'eau ne sera ouverte et aucun camion-citerne ne pourra entrer tant que les Palestiniens enlevés par Israël ne seront pas rentrés chez eux. L'humanitarisme pour... »

l'humanitarisme. Et personne ne nous fera la leçon sur la morale . »¹ ¹

¹⁵⁷ Mohammed R. Mhawesh, Le temps presse dans les hôpitaux de Gaza en raison des coupures de courant suite au siège israélien, Al Jazeera (12 octobre 2023), <https://www.aljazeera.com/features/2023/10/12/time-running-out-for-gaza-families-with-hospitals-facing-power-blackout>.

¹⁵⁸ La Maison Blanche, Compte rendu de l'appel du président Biden et de la vice-présidente Harris avec le Premier ministre Netanyahu (11 octobre 2023), <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2023/10/11/readout-of-president-biden-and-vice-president-harris-call-with-prime-minister-netanyahu/>.

¹⁵⁹ Nations Unies, Israël doit annuler l'ordre d'évacuation du nord de Gaza et se conformer au droit international : un expert de l'ONU (13 octobre 2023), <https://www.un.org/unispal/document/israel-must-rescind-evacuation-order-for-northern-gaza-and-comply-with-international-law/>.

¹⁶⁰ Sinai for Human Rights, Twitter, supra note 144. Voir aussi Israël menace de bombarder des camions d'aide à l'Égypte se dirigeant vers à Gaza, supra note 144.

¹⁶¹ Nicola Slawson, « Première chose : pas d'électricité, d'eau ni de carburant pour Gaza tant que les otages ne seront pas libérés, déclare Israël », The Guardian (12 octobre 2023), <https://www.theguardian.com/us-news/2023/oct/12/first-thing-no-power-water-fuel-gaza-until-hostages-freed-israel-says#:~:text=Israel%20Katz%2C%20Israel's%20energy%20minister,one%20will%20preach%20us%20morality.%E2%80%9D>.

À cette date, 1 537 Palestiniens avaient été tués, dont 500 enfants et 276 femmes, et 6 612 blessés.¹⁶² Ce jour-là seulement, les forces israéliennes ont tué 250 personnes, dont 44 membres de la famille Shebab – parmi lesquels 16 enfants âgés de 2 à 14 ans.
¹⁶³ En 24 heures, 338 000 Palestiniens ont été déplacés dans la bande de Gaza. Les deux tiers de ces personnes déplacées ont trouvé refuge dans 92 écoles de l'UNRWA. Remplies de civils réfugiés, 88 écoles ont été touchées par des frappes israéliennes, dont 18 écoles de l'UNRWA et 70 écoles de l'Autorité palestinienne.¹⁶⁴ Le nombre total de secouristes des Nations Unies tués s'élevait à 12. ¹⁶⁵ Des ambulances, avec à leur bord du personnel médical, ont été prises pour cibles et tuées lors de missions humanitaires d'évacuation des Palestiniens. ¹⁶⁶ Plus de 2 500 logements étaient devenus inhabitables en raison de graves dommages ou de destructions. ¹⁶⁷ À cette date, Israël avait mené 34 attaques contre le secteur de la santé dans la bande de Gaza¹⁶⁸ et ses frappes aériennes avaient touché sept « importantes installations de traitement des eaux et d'assainissement desservant plus d'un million de personnes ».¹⁶⁹

Le soutien des États-Unis à la campagne d'Israël

Le 12 octobre, quelques heures avant qu'Israël n'ordonne l'évacuation de 1,1 million d'habitants du nord de Gaza, le secrétaire d'État Blinken s'est rendu en Israël et a tenu des réunions privées et publiques avec des responsables israéliens.¹⁷⁰ Il a réaffirmé publiquement le soutien inconditionnel des États-Unis à Israël lors d'une conférence de presse : « [Les États-Unis] seront toujours là, à vos côtés », précisant que le président Biden avait transmis le même message au Premier ministre Netanyahu « dès le début de cette crise ».

¹⁶² Reuters, 1 537 Palestiniens tués et 6 612 blessés lors de frappes israéliennes, selon le ministère de la Santé de Gaza (12 octobre, <https://www.reuters.com/world/middle-east/1537-palestinians-killed-6612-wounded-israeli-strikes-gaza-2023-10-12/>), [ministère-de-la-santé-2023-10-12/](https://www.reuters.com/world/middle-east/1537-palestinians-killed-6612-wounded-israeli-strikes-gaza-2023-10-12/).

¹⁶³ Mohammed al-Hajjar, Guerre israélo-palestinienne : 250 morts à Gaza lors de la matinée la plus meurtrière, Middle East Eye (octobre) <https://www.middleeasteye.net/news/israel-gaza-war-deadliest-morning-gaza-2023-10-12>, [frappes#:~:text=Frappes%20aériennes%20israéliennes%20tuées%20à,deux%20et%2014%20ans%20àchés.](https://www.middleeasteye.net/news/israel-gaza-war-deadliest-morning-gaza-2023-10-12)

¹⁶⁴ Identifiant.

¹⁶⁵ Identifiant.

¹⁶⁶ Abed Abu Riash et Federica Marsi, « Des médecins de Gaza affirment qu'Israël cible les ambulances et les établissements de santé », Al Jazeera English (12 octobre 2023), [\[presse quotidien du Bureau du porte-parole du Secrétaire général des Nations Unies \\(12 octobre,\]\(https://www.aljazeera.com/news/2023/10/12/war-crime-gaza-medics-say-israel-targeting-ambulances-health-facility#:~:text=The%20Palestine%20Red%20Crescent%20Society, today%2C%20despite%20prior%20coordinati sur%E2%80%9D. 167 Point de</p>
</div>
<div data-bbox=\)](https://www.aljazeera.com/news/2023/10/12/war-crime-gaza-medics-say-israel-targeting-ambulances-health-facility#:~:text=The%20Palestine%20Red%20Crescent%20Society, today%2C%20despite%20prior%20coordinati sur%E2%80%9D. 167 Point de</p>
</div>
<div data-bbox=)

2023), <https://press.un.org/en/2023/db231012.doc.htm>.

¹⁶⁸ Gaza : Nulle part où aller, alors que la situation humanitaire atteint un « niveau mortel », Déclaration de l'équipe des Nations Unies en Palestine, Nations Unies (13 octobre 2023), <https://unsdg.un.org/latest/stories/gaza-nowhere-go-humanitarian-situation-reaches-%E2%80%9Dlethal-low%E2%80%99>.

¹⁶⁹ Principales nouvelles du jour : Territoire palestinien occupé, Afghanistan, Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (12 octobre 2023), <https://www.unocha.org/news/todays-top-news-occupied-palestinian-territory-afghanistan-0>. Voir aussi : 12 travailleurs humanitaires des Nations Unies tués à Gaza, selon l'ONU, alors que la crise humanitaire s'aggrave, CNN (12 octobre 2023), https://www.cnn.com/middleeast/live-news/israel-news-hamas-war-10-12-23/h_fa3d501e16d8fe4222a8a315c02b56e9.

¹⁷⁰ Jennifer Hansler rapporte que Blinken promet que les États-Unis ne faibliront jamais dans leur soutien à Israël, tout en comparant les crimes du Hamas à

ISIS, CNN (12 octobre 2023), <https://www.cnn.com/2023/10/12/politics/blinken-israel-visit/index.html>.

« a commencé. »¹ Il a également réaffirmé la communication constante entre les responsables israéliens et américains « quotidienne, voire horaire ». ² Blinken a déclaré que le soutien matériel des États-Unis à Israël comprenait « la fourniture de munitions, d'intercepteurs pour renforcer le système de défense antimissile israélien Dôme de fer, ainsi que d'autres matériels de défense », la première livraison ayant déjà été effectuée.¹ ³

Le secrétaire à la Défense, Austin, a également confirmé que les États-Unis « œuvraient d'urgence pour fournir à Israël ce dont il a besoin, notamment des munitions et des intercepteurs de drones blindés », Israël ayant « besoin » d'un tel soutien matériel pour se défendre.¹⁷⁴ Ces déclarations de Blinken et d'Austin concernant l'augmentation du soutien en munitions ont été faites le jour même où il a été largement rapporté qu'Israël avait utilisé du phosphore blanc sur des zones civiles.¹⁷⁵

Au lieu de condamner l'ordre d'« évacuation » israélien, le porte-parole du Conseil de sécurité nationale américain (NSC), John Kirby, a présenté une défense : « [Les Forces de défense israéliennes] tentent de mettre les civils à l'abri et de les prévenir à temps. »¹ Cependant, des professionnels de santé à Gaza ont révélé une tout autre réalité : « Les avions de chasse rasant des rues entières, pâté de maisons après pâté de maisons », et « il n'y a nulle part où se cacher, pas le temps de se reposer. Certains endroits sont bombardés nuit après nuit. »¹ Parallèlement, des documents et des témoignages recueillis en temps réel à Gaza ont systématiquement révélé que les frappes aériennes israéliennes ciblaient directement des civils, notamment ceux qui tentaient de se déplacer du nord de Gaza vers le sud.¹

¹⁷¹ Département d'État américain, secrétaire Antony J. Blinken et Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu après leur rencontre (12 octobre 2023), <https://www.state.gov/secretary-antony-j-blinken-and-israeli-prime-minister-benjamin-netanyahu-after-their-meeting-2/>.

¹⁷²

¹⁷³ Ibid. (« Lors de la même conférence de presse, le Premier ministre israélien Netanyahu a reconnu le soutien total des États-Unis à Israël : « Monsieur le Secrétaire, votre visite est un autre exemple tangible du soutien sans équivoque de l'Amérique à Israël », remerciant l'Amérique « d'être aux côtés d'Israël, aujourd'hui, demain et toujours. »).

¹⁷⁴ Le soutien des États-Unis à Israël est « inébranlable », a déclaré le secrétaire d'État Austin après la réunion de l'OTAN (CBS News sur YouTube). 01:09-01:26 (13 octobre 2023), https://www.youtube.com/watch?v=lae_xqox0SA.

¹⁷⁵ Voir Questions et réponses sur l'utilisation par Israël du phosphore blanc à Gaza et au Liban, supra note 152.

¹⁷⁶ Akbar Shahid Ahmad, Un mémo stupéfiant du Département d'État avertit les diplomates : pas de « discussions de désescalade » à Gaza, HuffPost (oct. 2023) https://www.huffpost.com/entry/state-department-internal-emails-gaza-13-israel_n_65296395e4b0a304ff6ff95d.

¹⁷⁷ « La violence aveugle et les châtements collectifs infligés à Gaza doivent cesser », Médecins Sans Frontières (12 octobre 2023), <https://www.doctorswithoutborders.org/latest/indiscriminate-violence-and-collective-punishment-gaza-must-cease>.

¹⁷⁸

Voir, par exemple, OCHA, Hostilités dans la bande de Gaza et en Israël : Flash Update n° 6, Reliefweb (13 octobre 2023), <https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-6> ; Bisan Ctr. for Rsrch. & Dev. et al., Gaza Debrief : Palestinian Civil Society and the Israeli Assault on Gaza, Facebook Live (13 octobre 2023), https://m.facebook.com/events/225814516924943?active_tab=about. Voir aussi Bethan McKernan et Sufian Taha, Gaza civilians afraid to leave home after bombing of 'safe routes', The Guardian (15 octobre 2023), <https://www.theguardian.com/world/2023/oct/14/gaza-civilians-afraid-to-leave-home-after-bombing-of-safe-routes>.

L'organisation palestinienne de défense des droits humains Al-Haq a utilisé des photos aériennes et des publications sur les réseaux sociaux pour géolocaliser le lieu d'une frappe aérienne israélienne sur une route que l'armée israélienne avait auparavant classée comme « voie sûre ». « À Gaza, tout et tout le monde peut être pris pour cible. Chaque jour de reportage peut être le dernier. Nous avons déjà perdu au moins neuf confrères journalistes, qui couvraient les événements sur le terrain ou se trouvaient chez eux au moment de l'attaque. »

Middle East Eye, Twitter (12 octobre 2023), <https://twitter.com/MiddleEastEye/status/1712463960602243511>.

Interrogé par un journaliste sur la possibilité que les États-Unis suspendent leur aide militaire à Israël jusqu'à la création d'un corridor humanitaire, le coordinateur du Conseil de sécurité nationale, Kirby, a répondu : « Nous fournissons actuellement une aide militaire à Israël. Donc non, il n'est pas question de retenir cette aide. Nous ne ferions pas une chose pareille. Le président parle depuis trois jours de la manière dont nous allons continuer à leur fournir les moyens dont ils ont besoin. »¹ Plus tard, Kirby a déclaré que les États-Unis « discutent activement avec les Israéliens et les Égyptiens de la mise en place d'un corridor de passage sécurisé pour permettre aux personnes qui souhaitent quitter le pays de le faire »¹ et « évoquent » la question de l'aide humanitaire.¹ ¹

13 OCTOBRE 2023

Déclarations et conduites israéliennes favorisant le génocide

Le 13 octobre, le président israélien Isaac Herzog a déclaré : « C'est toute une nation qui est responsable. Ce discours selon lequel les civils ne seraient pas au courant, pas impliqués, est absolument faux. »¹ ² L'infanterie israélienne a publié son premier compte rendu officiel des raids terrestres menés à Gaza, et le Premier ministre israélien Netanyahu a déclaré : « Nous frappons nos ennemis avec une force sans précédent... »

Je tiens à souligner que ce n'est que le début.¹⁸³ Le ministre de l'Énergie et des Infrastructures, Israel Katz, a déclaré : « Toute la population civile de Gaza a reçu l'ordre de partir immédiatement. Nous vaincrons. Ils ne recevront ni une goutte d'eau ni une seule pile tant qu'ils seront au monde. »¹⁸⁴

L'ONU et les organisations humanitaires internationales ont mis en garde contre la catastrophe qui résulterait du déplacement forcé des Palestiniens de Gaza par Israël et ont demandé l'annulation de son ordre d'évacuation.¹⁸⁵

¹⁷⁹ Point de presse de la Maison Blanche, présenté par la porte-parole Karine Jean-Pierre et le coordinateur du Conseil de sécurité Communications John Kirby (Oct. [briefings/2023/10/12/](https://www.whitehouse.gov/briefing-room/press-press-briefing-by-press-secretary-karine-jean-pierre-and-nsc-coordinator-for-strategic-communications-john-kirby-21/) 12, nationale pour la stratégie 2023), <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/press-press-briefing-by-press-secretary-karine-jean-pierre-and-nsc-coordinator-for-strategic-communications-john-kirby-21/>

¹⁸⁰ Identifiant.
¹⁸¹ Identifiant.
¹⁸² Le Plomb avec Transcripts, CNN (13 octobre 2023), <https://transcripts.cnn.com/show/cg/date/2023-10-13/segment/02>. Voir aussi, par exemple, Paul Blumenthal, « Le président israélien affirme qu'il n'y a pas de civils innocents à Gaza », HuffPost (13 octobre 2023), https://www.huffpost.com/entry/israel-gaza-isaac-herzog_n_65295ee8e4b03ea0c004e2a8.

¹⁸³ « Ce n'est que le début », déclare Netanyahu alors qu'Israël lance ses premières incursions à Gaza, Reuters (13 octobre 2023), <https://www.reuters.com/world/middle-east/now-is-time-war-says-israels-military-chief-2023-10-12/>. Voir aussi : Déclaration du Premier ministre israélien, YouTube (13 octobre 2023), <https://www.youtube.com/watch?v=T4HXaZ20M6Q>.

¹⁸⁴ Israel Katz, Twitter (13 octobre 2023), https://twitter.com/Israel_katz/status/1712876230762967222.

¹⁸⁵ Voir Nations Unies, Israël doit annuler l'ordre d'évacuation du nord de Gaza et se conformer au droit international : expert de l'ONU, supra note 159 (« Le système humanitaire à Gaza est déjà au bord de l'effondrement. L'infrastructure de Gaza a été dévastée par des bombardements aveugles aériens, terrestres et maritimes, et les personnes actuellement déplacées n'ont nulle part où aller », a déclaré l'experte. « Tripler la population déplacée du jour au lendemain décimerait et modifierait durablement la population civile de Gaza », a-t-elle averti.) ; Israël/TPO : L'« ordre d'évacuation » épouvantable de Gaza doit être annulé immédiatement par Israël, Amnesty International (13 octobre 2023), <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/10/israel->

Parallèlement, des responsables gouvernementaux israéliens, actuels et précédents, ont exprimé leur acceptation, voire leur soutien, aux souffrances que cela causerait à l'ensemble de la population palestinienne. Par exemple, le lieutenant-colonel Jonathan Conricus, porte-parole de Tshal, a déclaré : « Nous n'autoriserons rien dans la bande de Gaza qui puisse renforcer la capacité de combat du Hamas. Si cela implique des désagréments pour la population, qu'il en soit ainsi. »¹ L'influent ancien diplomate Danny Ayalon, ancien vice-ministre des Affaires étrangères et ancien ambassadeur d'Israël aux États-Unis, a déclaré dans une interview à Al Jazeera qu'« il y a "infiniment de place" pour les civils de Gaza dans le désert du Sinaï en Égypte et qu'ils devraient tous y être déplacés. »¹ « L'idée est – et ce n'est pas la première fois que cela se produit – qu'ils se rendent dans les zones ouvertes où nous et la communauté internationale mettrons en place l'infrastructure... des camps de tentes avec de la nourriture et de l'eau. »¹ Parallèlement, l'armée israélienne a largué des tracts dans tout le nord de la bande de Gaza, ordonnant aux civils palestiniens de quitter leurs maisons et tous les abris publics et de se rendre dans une prétendue « zone d'aide humanitaire » proche du point de passage de Rafah. Égypte.¹⁸⁹

Les opinions des responsables israéliens selon lesquelles les Palestiniens sont moins qu'humains et devraient être détruits ont été promues par Ezra Yachin, réserviste de l'armée israélienne âgé de 95 ans, qui aurait été appelé à son service de réserve pour « remonter le moral » avant toute incursion terrestre,¹⁹⁰ et, vêtu d'un treillis militaire, a déclaré dans un clip largement diffusé sur les médias sociaux qui a été visionné plus de 2,2 millions de fois, s'adressant à d'autres soldats, dans des déclarations visant à inciter les autres à agir :

« Triomphez, anéantisiez-les et ne laissez personne derrière vous. Effacez leur souvenir. Effacez-les, eux, leurs familles, leurs mères et leurs enfants. Ces bêtes ne peuvent plus vivre. »

...Que tout Juif armé sorte et les tue. Si vous avez un voisin arabe, n'attendez pas, allez chez lui et abattez-le.

· Nous voulons envahir, mais pas comme avant. Nous voulons entrer et détruire ce qui se trouve devant nous, détruire des maisons, puis celles qui se trouvent derrière. Avec toutes nos forces, destruction totale, entrer et détruire. Comme vous pouvez le constater, nous allons...

[opt-épouvantable-ordre-d'évacuation-de-gaza-doit-être-annulé-par-israel-immédiatement/](#) « Avec cet ordre, les forces israéliennes déclenchent le déplacement forcé massif de plus de 1,1 million de personnes de la ville de Gaza et de toute la partie nord de la bande de Gaza. Il a semé la panique au sein de la population et laissé des milliers de Palestiniens déplacés internes dormir dans les rues, sans savoir où fuir ni où trouver refuge face à une campagne de bombardements incessante menée par Israël et à des mesures de punition collective impitoyables. Cet ordre doit être annulé immédiatement », a déclaré Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International. »

¹⁸⁶ Helen Regan et al., Israël ordonne à 1,1 million de Gazaouis d'évacuer vers le sud. L'ONU déclare cet ordre « impossible », CNN (octobre 2023), <https://www.cnn.com/2023/10/13/middleeast/israel-gaza-hamas-war-friday-intl-hnk/index.html#:~:text=Israel%20has%20stood%20firm%20in,population%2C%20so%20be%20it.%E2%80%9D>.

¹⁸⁷ Un diplomate israélien affirme qu'il y a suffisamment d'espace dans le désert du Sinaï en Égypte pour accueillir les civils de Gaza, Middle East Monitor (14 octobre 2023), <https://www.middleeastmonitor.com/20231014-israeli-diplomat-theres-endless-space-in-egypts-sinai-desert-for-gazas-civilians/> (citant « Israël et le Hamas sont-ils coupables de crimes de guerre ? », Al Jazeera (13 octobre 2023), de 16h40 à 17h07, <https://www.aljazeera.com/program/upfront/2023/10/13/are-israel-and-hamas-guilty-of-war-crimes>).

¹⁸⁸ Al Jazeera, supra note 187 à 16:45-17:07.

¹⁸⁹ Selon Abeer Salman, des habitants de Gaza affirment que l'armée israélienne a largué des tracts depuis des avions leur ordonnant d'évacuer vers le sud (CNN). (Oct. 2023), https://www.cnn.com/middleeast/live-news/israel-news-hamas-war-10-13-23/h_65692c9ecb7e2e94320df83df30cfc7.

¹⁹⁰ Mon Israël, Twitter (10 octobre 2023), <https://twitter.com/MyIsraelorgil/status/1711732148573499547>.

« Soyons témoins de choses dont nous n'avons jamais rêvé. Qu'ils larguent des bombes sur eux et les effacent. »¹
(mise en évidence ajoutée).

Yachin était membre de l'unité sioniste du Lehi impliquée dans le massacre de Deir Yassin mentionné ci-dessus.¹⁹²

Le nombre de Palestiniens tués s'élevait à au moins 1 843 ; au moins 7 088 Palestiniens avaient été blessés et 423 000 déplacés.¹⁹³
Malgré l'annonce par Israël d'une « voie sûre » pour permettre aux civils d'évacuer le nord de Gaza vers le sud, des journalistes à Gaza ont rapporté que les forces israéliennes avaient « pris pour cible des ambulances, des voitures et des bus » de personnes cherchant refuge.¹⁹⁴
Des frappes aériennes israéliennes ont bombardé trois convois transportant des Palestiniens évacués vers le sud de Gaza, faisant 70 victimes, majoritairement des femmes et des enfants.¹⁹⁵ L'unité d'enquête « Architecture forensique » de l'organisation palestinienne de défense des droits humains Al-Haq, ainsi que la BBC, ont utilisé des photos aériennes et des publications sur les réseaux sociaux pour géolocaliser le lieu d'une frappe de l'armée israélienne contre un convoi de véhicules transportant des civils fuyant les frappes aériennes à Gaza.

Soixante-dix personnes du convoi périrent lors de la frappe alors qu'elles circulaient sur la route de Salah al-Din, l'une des deux routes que l'armée israélienne avait précédemment identifiées comme « voie sûre » vers le sud.¹⁹⁶ De nombreux Palestiniens choisirent de ne pas obéir aux ordres d'évacuation israéliens, les considérant comme un « piège », surtout après le bombardement de la voie sûre désignée.¹⁹⁷

Entre le 7 et le 13 octobre, l'OMS a recensé 37 attaques ayant entraîné la mort de personnels soignants et endommagé 13 établissements de santé et au moins 15 ambulances.¹⁹⁸ Ces attaques ciblées contre l'aide humanitaire et médicale ont encore restreint l'assistance vitale, notamment les « soins obstétricaux et néonataux d'urgence ». ¹⁹⁹ Alors que des informations faisant état d'une opération terrestre circulaient, les Palestiniens de Gaza ont commencé à diffuser des déclarations contenant leurs testaments, des éloges funèbres qu'ils avaient rédigés eux-mêmes, et...

¹⁹¹ Middle East Eye, « Ces animaux ne peuvent plus vivre », Twitter (13 octobre 2023), entre 00h00 et 00h33.
<https://twitter.com/MiddleEastEye/status/1712918166437806294>.

¹⁹² J'ai combattu dans le Lehi, Forces de défense israéliennes (29 novembre 2021), <https://www.idf.il/en/mini-sites/our-soldiers/i-fought-in-the-lehi/> ; Tzvi Fishman, combattant du Lehi, se souvient de la bataille de Deir Yassin en 1948, Jewish Press (21 mai 2020), <https://www.jewishpress.com/indepth/interviews-and-profiles/lehi-fighter-recalls-1948-battle-at-deir-yassin/2020/05/21/>.

¹⁹³ Fonds des Nations Unies pour la population, Crise en Palestine 13, 2023), https://www.unfpa.org/sites/default/files/media/document/Situation-Report_Palestine_13Oct2023.pdf.

¹⁹⁴ Mohammed El Kurd, Témoignage d'un jeune journaliste à Gaza nommé Bisan, Twitter (13 octobre 2023), <https://twitter.com/m7mdkurd/status/1712863526665003266>.

¹⁹⁵ Yasmine Salam, À l'intérieur des hôpitaux débordés de Gaza, scènes de chaos et d'horreur, NBC News (13 octobre 2022), <https://www.nbcnews.com/news/world/gaza-overrun-hospitals-chaos-rcna120408>.

¹⁹⁶ Bethan McKernan et Sufian Taha, civils de Gaza craignant de quitter leur domicile après le bombardement des « voies de passage sûres » - L'analyse de photos aériennes et de publications sur les réseaux sociaux confirme l'attaque d'une route identifiée comme sûre par l'armée israélienne, The Guardian, (15 octobre 2023), https://www.theguardian.com/world/2023/oct/14/gaza-civilians-afraid-to-leave-home-after-bombing-of-safe-routes?CMP=share_btn_tw.

¹⁹⁷ Le journaliste basé à Gaza @wizard_bisan1 a publié des vidéos des réactions dans un hôpital de Gaza après le bombardement : « C'était un piège. » wizard_bisan1, Instagram (13 octobre 2023), <https://www.instagram.com/reel/CyV-mYLMMS/?igshid=NjZiM2M3MzIxNA==>.

¹⁹⁸ Fonds des Nations Unies pour la population, Crise en Palestine, supra note 193, à la page 2.

¹⁹⁹

des adieux, conscients de leur mort imminente et reflétant le grave traumatisme psychologique qu'ils ont subi.²⁰⁰

Le soutien des États-Unis à la campagne d'Israël

Le 13 octobre, le secrétaire américain à la Défense, Michael Austin, s'est rendu en Israël pour rencontrer le Premier ministre Benjamin Netanyahu, le ministre de la Défense Yoav Gallant et le cabinet de guerre israélien.²⁰¹ Il a déclaré que le Pentagone était prêt à déployer une aide militaire américaine supplémentaire à Israël, précisant que des munitions, des capacités de défense aérienne et d'autres équipements et ressources étaient déjà acheminés rapidement vers le pays.²⁰² Par ailleurs, le secrétaire Austin et le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, ont tenu une conférence de presse conjointe au cours de laquelle ce dernier a déclaré :

J'ai informé le secrétaire des développements stratégiques dans notre région, et le chef d'état-major, en compagnie du commandement de Tsahal, a présenté nos opérations. La coopération en matière de défense et le soutien américain au Pentagone, à la Maison Blanche et au Congrès garantissent notre liberté d'action et renforcent nos capacités. Aujourd'hui, nous réceptionnons d'ailleurs le deuxième avion transportant des munitions essentielles pour Tsahal. Le déploiement de moyens américains sur terre, dans les airs et en mer adresse un message fort à nos partenaires comme à nos adversaires dans la région. Au nom des forces de défense israéliennes et de nos citoyens, Monsieur le Secrétaire, je vous remercie vivement.

Interrogé sur la probabilité de pertes civiles à Gaza alors que les troupes israéliennes se préparent à lancer une offensive terrestre majeure, le secrétaire d'État Austin a répondu qu'« Israël avait le droit de se défendre » et a maintenu que « [les forces israéliennes] sont professionnelles, disciplinées et concentrées sur les bonnes priorités ».²⁰⁴

²⁰⁰ Omer Faruk Madanoglu, Les Gazaouis commencent à partager leurs testaments en ligne après les informations sur l'opération foncière d'Israël, AA (13 octobre 2023), <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/gazans-begin-sharing-wills-online-after-reports-of-land-operation-by-israel/3019246>.

²⁰¹ Département de la Défense des États-Unis, Compte rendu de la visite du secrétaire à la Défense Lloyd J. Austin III en Israël (13 octobre 2022), <https://www.defense.gov/News/Releases/Release/Article/355721/readout-of-secretary-of-defense-loyd-j-austin-iii-israel/>. ²⁰² Conférence de presse conjointe du secrétaire à la Défense américain Lloyd J. Austin III et du ministre israélien de la Défense Yoav Gallant (octobre 2023), <https://www.defense.gov/News/Transcripts/Transcript/Article/3556642/secretary-of-defense-loyd-j-austin-iii-joint-press-conference-with-israeli-def>.

Yoav

dans

Tél.

Israël

13,

²⁰³ Ibid. Voir également Oren Lieberman et al., US sending second carrier strike group, fighter jets to region as Israel prepares to expand Gaza operations, CNN (Oct. 15, 2023), <https://www.cnn.com/2023/10/14/middleeast/us-aircraft-carrier-eisenhower-israel-gaza-intl-hnk-ml/index.html>.

²⁰⁴ Eric Schmitt, « Les États-Unis renforcent leur présence militaire près d'Israël », NY Times (15 octobre 2023), <https://www.nytimes.com/2023/10/15/us/politics/us-military-israel-gaza.html> (citant la conférence de presse conjointe avec le ministre israélien de la Défense, supra note 202).

14 OCTOBRE 2023

Déclarations et conduites israéliennes favorisant le génocide

Le 14 octobre, le ministre israélien Gideon Sa'ar, membre du « cabinet de guerre », a déclaré que la bande de Gaza « doit être plus petite à la fin de la guerre » et, manifestant à la fois sa détermination et l'absence de crainte de perdre le soutien de la communauté internationale en annonçant cette intention, a affirmé : « Nous devons faire clairement comprendre à tous ceux qui nous entourent la fin de notre campagne. »²⁰⁵

Tzipi Navon, conseillère proche et directrice de cabinet de Sara Netanyahu, épouse du Premier ministre Benjamin Netanyahu, a publiquement appelé Israël à torturer les Palestiniens de Gaza : « On ne cesse de dire qu'il faut raser Gaza, raser Gaza, et je pense que ce n'est pas suffisant [...] Cela n'apaisera pas la tempête d'émotions, cela n'atténuera pas l'intensité de la rage et de la douleur qui ne trouvent aucun exutoire. »² Elle a proposé que « les habitants de Gaza soient capturés et torturés "un par un", en leur arrachant les ongles et en les écorchant vifs », et que les organes génitaux des hommes soient coupés, frits et donnés à manger aux captifs.²

Israël a ordonné l'évacuation de l'hôpital Al Quds du Croissant-Rouge palestinien (PRCS) à Gaza, fixant initialement un premier délai à 6 h 00.²⁰⁸ Le PRCS a refusé d'obtempérer, expliquant qu'il « prodiguait des soins vitaux à un grand nombre de patients et de blessés palestiniens, notamment des cas critiques en soins intensifs et des enfants en couveuse ». ²⁰⁹ L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a averti que l'ordre d'évacuation donné par Israël aux 22 hôpitaux du nord de Gaza équivalait à une « condamnation à mort » pour plus de 2 000 patients hospitalisés, dont des nouveau-nés en couveuse, des femmes enceintes présentant des complications et d'autres Palestiniens dans un état critique nécessitant des soins intensifs, une assistance respiratoire et une hémodialyse.²¹⁰ Outre les blessés, des dizaines de milliers de personnes

²⁰⁵ Un ministre israélien affirme que la bande de Gaza « doit être plus petite d'ici la fin de la guerre », Guardian (14 octobre 2023). <https://www.theguardian.com/world/2023/oct/15/egypt-moves-troops-to-gaza-border-amid-fears-of-expulsion-of-palestinians>.

²⁰⁶ Guerre israélo-palestinienne : un conseiller de Sara Netanyahu appelle à la torture des habitants de Gaza impliqués dans la mort d'Israéliens, Middle East Eye (14 octobre 2023), <https://www.middleeasteye.net/news/israel-palestine-war-sara-netanyahu-advisor-torture-gazans-rant>. Voir aussi : un conseiller de Sara Netanyahu sème la discorde contre la gauche : « Les traîtres continuent d'inciter à la haine », YNet (14 octobre 2023), <https://www.ynet.co.il/news/article/rjscwxobx>. (« Il faudrait créer une zone de sécurité renforcée où toute personne entrant serait interceptée. »)

²⁰⁷ Ibid. (Navon a également ajouté : « Gardez leurs langues pour la fin, pour que nous puissions profiter de ses cris, de ses oreilles pour qu'il puisse entendre ses propres cris, et ses yeux pour qu'il puisse nous voir sourire. »).

²⁰⁸ Déclaration du Croissant-Rouge palestinien (PRCS) concernant l'ordre d'évacuation de l'hôpital Al Quds (14 octobre 2023), <https://www.palestinercs.org/public/files/image/2023/News/102023/14102023/Al%20Quds%20Hospital%20Evacuation%20Order.pdf>. Samedi midi, les forces israéliennes ont repoussé l'heure limite d'évacuation à 16h00.

²⁰⁹ Ibid. (Le RPDC « ne peut pas évacuer l'hôpital et, de par son mandat humanitaire, est tenu de continuer à fournir des services aux malades et aux blessés. »).

²¹⁰ Les ordres d'évacuation donnés par Israël vers les hôpitaux du nord de Gaza constituent une condamnation à mort pour les malades et les blessés, Organisation mondiale de la Santé (14 octobre 2023), <https://www.who.int/news/item/14-10-2023-evacuation-orders-by-israel-to-hospitals-in-northern-gaza-are-a-death-sentence-for-the-sick-and-injured>. Voir aussi, par exemple, Gaza : Israël avertit que l'hôpital Al-Awdeh sera bombardé, Middle Monitor (2023), 14, <https://www.middleeastmonitor.com/2023-10-14-gaza-israel-warns-al-awdeh-hospital-will-be-bombed/>.

Des Palestiniens déplacés se réfugient dans ou autour des hôpitaux, « les considérant comme des havres de paix face à la violence » et « protégeant les installations contre d'éventuelles attaques ».²¹¹

Le 14 octobre, Israël avait largué plus de 6 000 bombes sur Gaza, soit l'équivalent d'un quart de bombe nucléaire, tuant au moins 2 370 Palestiniens, dont au moins 721 enfants et 390 femmes.²¹² Plus précisément, lors du huitième jour de son offensive militaire à Gaza, Israël a tué « au moins 14 Palestiniens par heure »²¹³ et anéanti des familles entières, tuant « toutes les générations de 45 familles et les effaçant complètement du registre d'état civil de Gaza ».²¹⁴ Israël a continué de bombarder les civils, blessant 9 250 Palestiniens²¹⁵ et détruisant au moins 2 650 bâtiments résidentiels, 71 écoles, 145 installations industrielles, 61 sièges de médias, 18 mosquées, et endommageant gravement environ 70 000 logements et des dizaines d'églises et de mosquées anciennes.²¹⁶ 820 000 Palestiniens ont été déplacés, dont plus de la moitié après que des raids aériens israéliens ont détruit ou endommagé leurs habitations. ²¹⁷ L'UNRWA a publié une déclaration exhortant les responsables israéliens à protéger les vies civiles : « Les abris de l'UNRWA à Gaza et dans le nord de Gaza ne sont plus sûrs. C'est sans précédent. » ²¹⁸

Le soutien des États-Unis à la campagne d'Israël

Le 14 octobre, le Commissaire général de l'UNRWA a averti que les Palestiniens risquaient de mourir de déshydratation sévère en raison du blocus total de Gaza par Israël.²¹⁹ La coupure d'électricité, qui dure depuis le 11 octobre, a mis à rude épreuve les ressources en eau, et après qu'Israël a menacé de bombarder les camions d'aide égyptiens tentant d'acheminer des produits de première nécessité, notamment du carburant – indispensable pour fournir de l'eau aux plus de 2 millions d'habitants de Gaza – aucune intervention n'a été effectuée.

211
212 Israël tue 14 Palestiniens par heure lors de son attaque brutale contre Gaza - Israël a largué l'équivalent d'un quart de bombe, Euro-Med Human Rights Monitor 2023, <https://euromedmonitor.org/en/article/5860/Israel-Kills-14-Palestinians-Every-Hour-in-Its-Brutal-Attack-on-Gaza>. 14,
%E2%80%93Israël-a-largué-l'équivalent-d'un-quart-de-bombe-nucléaire.
213
214 Al Jazeera English, Twitter (14 octobre 2023), <https://twitter.com/AJEnglish/status/1713278768414892508>. Voir aussi Ruwaida Amer, Même les camps de réfugiés ne sont pas à l'abri des bombes israéliennes à Gaza, Al Jazeera (17 octobre 2023), <https://www.aljazeera.com/news/2023/10/17/even-refugee-camps-arent-safe-from-israeli-bombs-in-gaza#:~:text=At%20least%2045%20three%2Dgeneration,the%20rubble%20of%20bombed%20homes>.
215 Israël tue 14 Palestiniens par heure lors de son attaque brutale contre Gaza – Israël a largué l'équivalent d'un quart de bombe nucléaire, supra note 212. Voir aussi Nations Unies, Un expert de l'ONU met en garde contre un nouveau cas de nettoyage ethnique massif des Palestiniens et appelle à un cessez-le-feu immédiat, HCDH (14 octobre 2023), <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/10/un-expert-warns-new-instance-mass-ethnic-cleansing-palestinians-calls>. 216
217
218 Gaza : Forcer les patients à fuir les hôpitaux est une « condamnation à mort », avertissent l'OMS et l'UNRWA (14 octobre 2023), <https://news.un.org/en/story/2023/10/1142347>.
219 Une question de vie ou de mort : l'eau vient à manquer pour 2 millions de personnes à Gaza, UNRWA (14 octobre 2023), <https://www.unrwa.org/newsroom/official-statements/matter-life-and-death-water-runs-out-2-million-people-gaza>.

L'aide humanitaire a pu ou été autorisée à entrer.²²⁰ La route Salah-al-Din – l'une des deux routes identifiées par l'armée israélienne comme voie d'évacuation sûre vers le sud de Gaza – a été bombardée, faisant 70 morts.²²¹ Pourtant, le 14 octobre, le président Biden « s'est entretenu avec le Premier ministre Netanyahu pour réaffirmer le soutien indéfectible des États-Unis à Israël ». ²²² Le même jour, le Pentagone a annoncé le déploiement d'un deuxième groupe aéronaval, le groupe aéronaval USS Dwight D. Eisenhower, comprenant un croiseur lance-missiles et deux destroyers lance-missiles,²²³ et les forces aériennes américaines du Centre ont annoncé le déploiement d'« avions de chasse » et d'« avions d'attaque au sol » dans la région.²²⁴

15 OCTOBRE 2023

Déclarations et conduites israéliennes favorisant le génocide

Le 15 octobre, le Premier ministre Netanyahu a déclaré que la nation tout entière soutenait les soldats israéliens, qui « comprennent l'ampleur de la mission » et sont prêts « à vaincre les monstres sanguinaires qui se sont soulevés contre [Israël] pour nous détruire ». ²² L'armée israélienne a annoncé son intention de cibler la ville de Gaza, le centre le plus peuplé de la bande de Gaza.²² Les hostilités militaires israéliennes ont jusqu'à présent tué plus de 2 670 Palestiniens, dont 724 enfants et plus de 47 familles « composées de

²²⁰ Ibid. ; Israël menace de bombarder les camions d'aide égyptiens se dirigeant vers Gaza, supra note 144 ; Davantage de vols d'aide arrivent dans le Sinaï égyptien, en attente de passage vers Gaza, Reuters (14 octobre 2023) <https://www.reuters.com/world/middle-east/more-aid-flights-arrive-egypt-sinai-awaiting-passage-gaza-2023-10-14>.

²²¹ Bethan McKernan et Sufian Taha, « À Gaza, les civils ont peur de quitter leur domicile après le bombardement des "routes sûres" », The Guardian (15 octobre 2023), <https://www.theguardian.com/world/2023/oct/14/gaza-civilians-afraid-to-leave-home-after-bombing-of-safe-routes> (L'unité d'enquête en architecture médico-légale de l'organisation palestinienne de défense des droits humains Al-Haq a utilisé des photos aériennes et des publications sur les réseaux sociaux pour géolocaliser le lieu de la frappe, et a partagé ses conclusions avec le Guardian. L'unité Verify de la BBC est parvenue à la même conclusion.) Voir aussi : « Alors que les ordres d'évacuation expiront dans le nord de Gaza, MSF appelle à la protection des civils », Médecins Sans Frontières, 15 octobre 2023, <https://www.doctorswithoutborders.org/latest/evacuation-orders-expire-northern-gaza-msf-calls-protection-civilians>.

²²² La Maison Blanche, Compte rendu de l'appel du président Biden avec le Premier ministre Netanyahu d'Israël (14 octobre 2023), <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2023/10/14/readout-of-president-bidens-call-with-prime-minister-netanyahu-of-israel-3/> [#:~:text=President%20Biden%20discussed%20with%20Prime.all%20efforts%20to%20protect%20civilians.](#)

²²³ Département de la Défense des États-Unis, Déclaration du secrétaire à la Défense Lloyd J. Austin III sur le déploiement du groupe aéronaval USS Eisenhower en Méditerranée orientale (2023), <https://www.defense.gov/News/Releases/Release/Article/3557560/statement-from-secretary-of-defense-lloyd-j-austin-iii-on-deployment-of-uss-eis/>.

²²⁴ Oren Lieberman et al., Les États-Unis envoient un deuxième groupe aéronaval et des avions de chasse dans la région alors qu'Israël se prépare à étendre ses opérations à Gaza, CNN (15 octobre 2023), <https://www.cnn.com/2023/10/14/middleeast/us-aircraft-carrier-eisenhower-israel-gaza-intl-hnk-ml/index.html>.

²²⁵ Guerre israélo-palestinienne : Biden affirme que l'occupation de Gaza serait une « grosse erreur » – comme cela s'est produit, The Guardian (15 octobre 2023), <https://www.theguardian.com/world/live/2023/oct/15/israel-hamas-war-live-us-sends-second-aircraft-carrier-to-deter-hostile-actions-against-israel-ground-assault-on-gaza-looms?filterKeyEvents=false&page=with:block-652bd4058f081db0948419d5>.

²²⁶ Peter Kenyon et Joe Hernandez, Blinken déclare que le point de passage vers l'Égypte sera ouvert à l'aide humanitaire alors qu'Israël se prépare à frapper Gaza, NPR (16 octobre 2023), <https://www.npr.org/2023/10/15/1206006186/israel-defense-forces-says-its-information-to-strike-gaza-city>.

500 Palestiniens ont été rayés du registre civil de Gaza ; 9 600 ont été blessés.²²⁷ Près d'un million de Palestiniens ont déjà été déplacés.²²⁸

Le soutien des États-Unis à la campagne d'Israël

Le secrétaire Blinken a annoncé le 15 octobre : « Nous serons aux côtés d'Israël aujourd'hui, demain et chaque jour, et nous le prouvons par nos paroles et par nos actes. »²²⁹ Il a ajouté : « Nous l'avons confirmé non seulement par nos déclarations, mais aussi par nos actions concrètes, notamment le déploiement de groupes aéronavals américains. »²³⁰

16 OCTOBRE 2023

Déclarations et conduites israéliennes favorisant le génocide

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a déclaré le 16 octobre : « C'est une lutte entre les enfants de la lumière et les enfants des ténèbres, entre l'humanité et la loi de la jungle. »²³¹ Cette affirmation a été faite le jour même où le nombre d'enfants palestiniens tués a dépassé le millier.²³²

²²⁷ 724 enfants palestiniens tués à Gaza alors qu'Israël cible des civils, DCI-Palestine (14 octobre 2023), <https://www.dci-palestine.org/724-palestinian-children-killed-in-gaza-as-israel-targets-civilians> ; Gaza : 2 670 Palestiniens tués depuis le début de l'escalade le matin du 7 octobre et 9 600 civils blessés, Ministère palestinien de la Santé (15 octobre 2023), <https://www.moh.gov.ps/portal/gaza-2670-palestinians-killed-since-the-start-of-escalation-on-the-morning-of-7-october-and-9600-civilians-were-injured/> ; Nidal Al-Mughrabi et Emily Rose, Israël promet d'anéantir le Hamas alors que ses troupes se préparent à progresser dans la bande de Gaza dévastée, Reuters (15 octobre 2023), <https://www.reuters.com/world/middle-east/gaza-braces-israeli-ground-assault-fears-conflict-spreading-grow-2023-10-15/> ; Yakoota Al Ahmad, La semaine dernière, Israël a tué 47 familles à Gaza composées de 500 Palestiniens : Agence de presse, AA (15 octobre 2023), <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/over-last-week-israel-killed-47-families-in-gaza-made-up-of-500-palestinians-news-agency/3020636#:~:text=Citing%20reports%20from%20hospitals%20in,out%20from%20the%20civil%20registry,%E2%80%9D.228>

Des milliers de personnes risquent de mourir dans les hôpitaux de Gaza, coupés par Israël de carburant, d'eau et de fournitures, PBS (15 octobre 2023), <https://www.pbs.org/newshour/world/thousands-at-risk-of-dying-in-gaza-hospitals-cut-off-by-israel-from-fuel-water-and-supplies>.

²²⁹ Déclaration du secrétaire d'État américain Antony J. Blinken à la presse (15 octobre 2023), <https://www.state.gov/secretary-antony-j-blinken-remarks-to-the-press-12/>.

²³⁰

²³¹ Ministère des Affaires étrangères, Extrait du discours du Premier ministre Netanyahu à l'ouverture de l'Assemblée d'hiver de la deuxième session de la 25e Knesset (16 octobre 2023), <https://www.gov.il/en/departments/news/excerpt-from-pm-netanyahu-s-remarks-at-the-opening-of-the-knesset-s-winter-assembly-16-oct-2023>.

²³² À Gaza, un enfant palestinien est tué toutes les 15 minutes par les forces israéliennes, DCI-Palestine (16 octobre 2023), <https://www.dci-palestine.org/one-palestinian-child-in-gaza-killed-every-15-minutes-by-israeli-forces#:~:text=Ramallah%2C%200%20octobre%202016,%E2%80%9D>

Le 16 octobre, l'UNRWA a averti que « les inquiétudes concernant la déshydratation et les maladies d'origine hydrique sont vives compte tenu de l'effondrement des services d'eau et d'assainissement, notamment la fermeture, ce même jour, de la dernière usine de dessalement d'eau de mer encore en activité à Gaza. »²³³ Bien qu'une conduite d'eau ait été remise en service « pendant trois heures seulement dans le sud de la bande de Gaza », l'UNRWA a souligné que cette situation « ne répond pas aux besoins urgents en eau », étant donné que « seulement 14 % de la population de la bande a bénéficié de cette brève ouverture de la conduite d'eau. »²³ Des témoignages recueillis le 16 octobre auprès d'habitants de Gaza ont confirmé la détérioration dramatique de la situation en ce qui concerne l'accès à l'eau potable, à la nourriture et aux autres produits de première nécessité.²³

Au 16 octobre, les hostilités israéliennes avaient fait au moins 2 670 morts et 9 600 blessés.²³⁶ Un million de Palestiniens de Gaza avaient été déplacés²³⁷ et 1 000 étaient portés disparus, présumés ensevelis sous les décombres.²³⁸ Malgré l'ordre donné par Israël aux Palestiniens de Gaza d'évacuer vers le sud de la bande de Gaza, l'aviation israélienne a continué de bombarder Khan Younis et d'autres zones du sud.²³⁹

« Les frappes aériennes nocturnes ont été les plus intenses à ce jour, et les bombardements se sont poursuivis tout au long de la journée. »²⁴⁰ Selon un habitant de Khan Younis, « Nous étions à l'intérieur de la maison lorsque nous avons trouvé des corps éparpillés, volant dans les airs – des corps d'enfants qui n'avaient rien à voir avec la guerre. »²⁴¹

Le soutien des États-Unis à la campagne d'Israël

Le 16 octobre, il a été rapporté que le secrétaire Austin avait ordonné à 2 000 soldats américains de se préparer à être déployés en soutien à Israël, une action qui a renforcé le soutien apporté à Israël.²⁴² Selon la porte-parole adjointe du département de la Défense, Sabrina Singh : « Depuis son départ d'Israël, [le secrétaire Austin] s'est entretenu par téléphone avec [le ministre de la Défense]

Gallant... presque quotidiennement et aura probablement un autre appel aujourd'hui », déclarant que « nous travaillons à répondre aux besoins d'Israël, notamment en matière de défense aérienne, de munitions guidées de précision,

²³³ Rapport de situation n° 7 de l'UNRWA sur la bande de Gaza et la Cisjordanie - 16 octobre 2023 à 18h00 (jour 9), UNRWA (17 octobre 2023), <https://www.unrwa.org/resources/reports/unrwa-situation-report-7-gaza-strip-and-west-bank>.

²³⁴ Identifiant.

²³⁵ Hussein Hammad, Témoignages du personnel d'Al Mezan à Gaza : Hussein, Centre Al Mezan pour les droits de l'homme, (16 octobre 2023), <https://www.mezan.org/en/post/46292>.

²³⁶ Rapport de situation n° 7 de l'UNRWA, supra note 233 (documentant qu'en moyenne, 267 Palestiniens à Gaza ont été tués par jour, soit 11 par heure).

²³⁷ Identifiant.

²³⁸ Nidal Al-Mughrabi, À Gaza, les habitants se résignent à boire de l'eau salée, les ordures s'accumulent, Reuters (16 octobre 2023), <https://www.reuters.com/world/middle-east/gaza-people-resort-drinking-salty-water-garbage-piles-up-2023-10-16/>.

²³⁹ Rapport de situation n° 7 de l'UNRWA, supra note 233.

²⁴⁰ Nidal Al-Mughrabi et al., Les négociations n'ont pas permis d'acheminer l'aide à Gaza ; Israël évacue sa frontière avec le Liban, Reuters (16 octobre 2023), <https://www.reuters.com/world/middle-east/gaza-border-crossing-set-reopen-israeli-troops-prepare-ground-assault-2023-10-15/> (témoignage d'Abed Rabayaa, « dont la maison du voisin à Khan Younis, principale ville du sud de l'enclave, a été touchée pendant la nuit »).

²⁴¹ Identifiant.

²⁴² Ellen Mitchell, Le Pentagone met ses troupes en alerte pour se préparer à un déploiement en soutien à Israël : rapports, The Hill (16 octobre 2023), <https://thehill.com/policy/defense/4259025-pentagon-puts-troops-on-notice-to-prepare-to-deploy-to-support-israel-reports/>.

« artillerie et fournitures médicales ».²³ Le même jour, le secrétaire Blinken tint une réunion de sept heures avec le cabinet de guerre israélien.

La Maison Blanche a annoncé que le président Biden effectuerait un voyage exceptionnel en Israël en temps de guerre afin de réaffirmer le « droit et le devoir d'Israël de se défendre »²⁴⁴ et de « démontrer son soutien indéfectible » au pays.²⁴⁵

IV. RÉSULTATS

En appliquant les faits tels qu'ils sont exposés dans la section III à la loi telle qu'elle est expliquée dans la section II, nous tirons les conclusions suivantes.

UN. La responsabilité d'Israël dans le génocide

Compte tenu des déclarations et actions entreprises par les responsables israéliens actuels et anciens, de l'impact mortel, des graves préjudices physiques et mentaux, ainsi que de l'intention et de l'effet croissant des conditions imposées visant à entraîner la destruction physique de la population palestinienne assiégée à Gaza, il existe des arguments plausibles et crédibles selon lesquels Israël commet un génocide contre la population palestinienne de Gaza, en tant que partie importante de la population palestinienne totale et en tant que groupe protégé.

Les déclarations de responsables israéliens, d'anciens responsables et de citoyens israéliens dont les propos ont suscité une large attention en raison de leur importance ont déshumanisé de manière répétée et constante la population palestinienne de Gaza, qualifiant l'ensemble de la population d'« ennemi », de « terroristes » ou d'« animaux humains », et appelant à ce qu'elle soit punie, attaquée sans aucune limitation ni distinction sur les cibles, et « nettoyée ».²⁴⁶ En effet, certaines déclarations ont clairement indiqué que l'objectif était la « destruction », que ce soit par une campagne de bombardements sans précédent ou par une crise humanitaire.

²⁴³ Le département américain de la Défense (DOD) reste résolu à soutenir Israël (16 octobre 2023).

<https://www.defense.gov/News/News-Stories/Article/Article/3558715/dod-remains-resolute-in-support-of-israel/>.

²⁴⁴ Le président Joe Biden se rendra en Israël pour un voyage à haut risque, CNN (16 octobre 2023).

<https://edition.cnn.com/2023/10/16/politics/joe-biden-israel-visit/index.html>.

²⁴⁵ La Maison Blanche. « Déclaration de la porte-parole Karine Jean-Pierre concernant le voyage du président Biden en Israël et en Jordanie. » (16 octobre 2023), <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2023/10/16/statement-from-press-secretary-karine-jean-pierre-on-president-bidens-travel-to-israel-and-jordan/>.

²⁴⁶ Ce n'est pas la première fois que de tels propos sont tenus à l'encontre de la population palestinienne. En effet, depuis la déclaration du blocus en 2007, Israël qualifie Gaza d'entité hostile et sa population d'ennemie. Voir, par exemple, la communication du PCHR, Al Mezan et Al Haq à la CPI sur le blocus de Gaza en tant qu'État d'asile : persécution, supra note 73.

On peut clairement déduire qu'il s'agit d'un génocide, non seulement à partir des termes employés, mais aussi du fait qu'ils ont été suivis d'actions visant à atteindre cet objectif, telles que : un siège et un bouclage créant les conditions propices à la destruction du groupe, en tout ou en partie, par la coupure de l'approvisionnement en nourriture, en eau, en électricité et en carburant pour l'ensemble de la population palestinienne de Gaza ; le déni d'accès aux soins de santé qui en résulte en raison du manque de carburant et d'électricité, ainsi que du bombardement du personnel médical, des ambulances, de nombreux établissements médicaux et hôpitaux ; le déni de sécurité par le bombardement de civils et d'infrastructures civiles, y compris des immeubles d'habitation, entraînant la mort de familles entières et d'au moins 3 000 Palestiniens, dont au moins 1 030 enfants ; le bombardement d'écoles, de lieux de culte et d'infrastructures essentielles ; et l'ordre d'évacuations massives en un laps de temps très court dans une zone fermée sous bombardements, semant la terreur au sein de la population et dans un contexte où ce déplacement est perçu comme destiné à être permanent. Le bombardement de lieux déclarés sûrs – comme l'itinéraire sûr désigné par l'armée israélienne lorsqu'elle a ordonné à la population de fuir – ou de lieux considérés comme sûrs et où les civils se réfugient, tels que les écoles et les hôpitaux, peut également engendrer la terreur ou de graves traumatismes psychologiques.

De nombreux responsables israéliens affirment clairement que l'ensemble de la population de Gaza est visée par l'attaque. Bien que certains d'entre eux invoquent le Hamas comme cible présumée, le caractère collectif de l'attaque contre la totalité du territoire de Gaza, peuplé de plus de 2,2 millions d'habitants, implique nécessairement l'ensemble de la population palestinienne. Le fait que près de la moitié des personnes tuées à ce jour soient des enfants, et que la moitié de la population totale actuellement privée d'électricité, de nourriture et de carburant dans le contexte d'un bombardement massif ait moins de 18 ans, indique clairement que l'objectif de la campagne de destruction israélienne n'est pas limité, mais vise bien la population dans son ensemble. En ce sens, la population civile de Gaza est prise pour cible dans le cadre des bombardements et du siège militaires actuels, la seule justification avancée par certains étant le partage du même espace territorial ou une sympathie politique avec le Hamas, et leur volonté de mettre fin au siège et à l'occupation.

En conséquence, Israël a réuni les éléments constitutifs du crime de tentative de génocide, et il existe des arguments plausibles et crédibles selon lesquels les éléments constitutifs du génocide sont réunis. Par ses déclarations et ses actions, le gouvernement israélien a clairement démontré que les civils palestiniens sont visés.

²⁴⁷

Israël et souvent des membres de la communauté internationale utilisent le terme « Hamas » sans explication ni limitation apparente. Le Hamas (acronyme de « Mouvement de résistance islamique ») est un parti politique qui exerce de facto le pouvoir dans la bande de Gaza, où il remplit des fonctions administratives telles que la gestion des écoles, du secteur de la santé, des affaires sociales, du maintien de l'ordre et de la sécurité. Les fonctionnaires qui exercent ces fonctions administratives sont des civils. Des groupes de résistance armée existent et opèrent dans la bande de Gaza, qui demeure sous occupation belligérante prolongée, un conflit armé international relevant du droit international humanitaire (DIH). Certains de ces groupes, comme la Brigade al-Qassam, sont associés au Hamas et font partie de sa branche militaire. Cependant, comme le reconnaît le DIH, une distinction claire doit être établie entre les branches politiques et militaires de toute organisation ou groupe. Ainsi, une distinction claire doit être faite entre les membres du Hamas qui exercent des fonctions exclusivement civiles, qui ne doivent jamais être pris pour cible, et ceux qui participent à la résistance armée ou directement aux hostilités, qui peuvent être directement ciblés en vertu du DIH. De plus, et c'est un point crucial, les civils à Gaza doivent bénéficier de la pleine protection du droit international humanitaire, indépendamment de leur appartenance.

La population de la bande de Gaza (ci-après « le groupe ») est la cible visée par la campagne de siège et de bombardements menée par Israël. Israël et ses représentants manifestent leur intention d'anéantir la population palestinienne de Gaza par les actions suivantes : (1) un siège et un bouclage qui créent les conditions d'une existence vouée à l'extermination du groupe, en tout ou en partie, par l'expulsion systématique de ses membres de leurs foyers et la création de circonstances « entraînant une mort lente », telles que le manque de logements décents, d'eau, d'abris, de vêtements, d'hygiène, d'assainissement ou de nourriture adéquate, tout en attaquant ou en refusant l'accès aux soins médicaux ; (2) une campagne de bombardements contre les civils et les infrastructures civiles, causant la mort de milliers de Palestiniens, dont près de la moitié sont des enfants ; et (3) en infligeant de graves préjudices physiques et psychologiques aux Palestiniens de Gaza, notamment par les traumatismes et les blessures causés par une campagne de bombardements incessante sur l'ensemble de la bande de Gaza et par les ordres d'« évacuation », impossibles à respecter compte tenu du temps et de l'espace disponibles, et dans un contexte où ce déplacement est perçu comme permanent.

B. Le manquement des États-Unis à leur devoir de prévenir le génocide

Depuis le 7 octobre 2023, les États-Unis et leurs plus hauts responsables, jusqu'au président Biden inclus, n'ont fait aucune déclaration appelant Israël à cesser son offensive contre la population palestinienne à Gaza. Par leurs actions, ils n'ont démontré aucun effort pour user de leur influence considérable – et incomparable – afin de dissuader les actes constitutifs d'un génocide. Au contraire, les responsables américains ont encouragé, soutenu et approuvé la campagne menée par Israël, tout en empêchant, semble-t-il, leurs diplomates d'évoquer un cessez-le-feu. Comme l'a réaffirmé le secrétaire d'État Blinken lors de son discours à Netanyahu, le 12 octobre, à l'occasion de son déplacement au Moyen-Orient – même après cinq jours de siège et de bombardements incessants sur Gaza, notamment à l'aide de bombes au phosphore blanc apparemment fournies par les États-Unis, alors que l'ONU, entre autres, mettait en garde contre de nouvelles pertes humaines massives dues à la coupure des produits de première nécessité tels que la nourriture, l'eau, le carburant et l'électricité – « nous serons toujours à vos côtés ».

Les États-Unis portent la responsabilité de ne pas avoir respecté leurs obligations visant à prévenir un génocide contre la population palestinienne dans la bande de Gaza occupée : ils n'ont pris aucune mesure pour dissuader Israël d'agir depuis qu'ils ont eu connaissance du grave risque de génocide, notamment suite à la déclaration déshumanisante du ministre israélien de la Défense évoquant un siège total – « pas d'électricité, pas de nourriture, pas de carburant, tout est fermé » – sur la population palestinienne de Gaza le 9 octobre 2023.²⁴⁸ Les États-Unis et Israël ont

²⁴⁸ Outre le compte rendu détaillé ci-dessous, voir Al-Haq, le Centre Al Mezan pour les droits de l'homme et le Centre palestinien pour les droits de l'homme (PCHR), Appel urgent conjoint aux procédures spéciales de l'ONU concernant la guerre totale menée par Israël contre la population civile de Gaza (11 octobre 2023), https://www.alhaq.org/cached_uploads/download/2023/10/12/final-urgent-appeal-to-special-procedures-on-gaza-11-oct-1697135190.pdf. Selon l'Appel conjoint :

Depuis le 7 octobre, les attaques israéliennes ont ciblé et détruit des maisons et des bâtiments résidentiels, tuant des civils et anéantissant des familles palestiniennes entières, souvent sans avertissement préalable, en plus des attaques contre des mosquées, des installations médicales et des ambulances, des infrastructures d'eau, d'électricité et d'assainissement, des immeubles de grande hauteur, des zones et bâtiments commerciaux, des institutions publiques, des écoles et des universités.

des liens politiques étroits, comme les deux partis l'ont constamment affirmé, à travers de multiples administrations et gouvernements, et réaffirmés sans réserve depuis le 7 octobre 2023.

Les États-Unis ont la capacité d'exercer une influence sur l'État d'Israël, comme en témoignent les liens politiques, économiques, diplomatiques et militaires solides et indéfectibles qui les unissent depuis longtemps, ainsi que l'aide militaire considérable qu'ils fournissent – la plus importante au monde – sans la conditionner.²⁴⁹ Un exemple flagrant de cette capacité d'influence sur les actions d'Israël dans le conflit actuel est celui où, après près d'une semaine de coupure des biens de première nécessité pour les 2,2 millions d'habitants de Gaza, le ministre israélien de l'Énergie, Israel Katz, a déclaré à la presse que la décision de rétablir l'approvisionnement en eau du sud de Gaza avait été prise lors d'un entretien téléphonique entre Netanyahu et Biden.²⁵⁰

Cela est également attesté par les communications quasi quotidiennes entre responsables israéliens et américains, dans lesquelles les États-Unis réaffirment leur soutien indéfectible, sans jamais appeler à un changement de cap. Au lieu d'user de leur influence pour exiger d'Israël qu'il mette fin au siège et aux bombardements de la population palestinienne à Gaza, notamment après les déclarations de responsables israéliens qui ont clairement démontré leur intention d'anéantir, voire de détruire, cette population, les États-Unis ont continué d'offrir à Israël un soutien inconditionnel.

Tous les États doivent prendre conscience de leur devoir de prévenir le génocide et prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher sa commission ; que ce devoir de prévention engage la responsabilité des États ; et qu'une action peut être intentée devant la Cour internationale de Justice en cas de violation de l'obligation de prévenir le génocide.²⁵¹

En raison des mesures concrètes prises par les États-Unis pour aider ou assister Israël, leurs violations du droit international doivent également être considérées comme une complicité de génocide.²⁵²

C. Complicité des États-Unis dans le génocide

Depuis le 7 octobre 2023, les États-Unis, et leurs plus hauts responsables, jusqu'au président Biden inclus, ont proposé de fournir « tous les moyens de soutien appropriés » et ont effectivement fourni une aide matérielle à Israël pour soutenir sa campagne militaire et le siège de Gaza. Les États-Unis ont fourni des munitions, du matériel militaire, des avions de chasse et d'autres formes d'assistance matérielle, tout en déployant deux porte-avions dotés de groupes aéronavals lourdement armés dans la région, avec l'engagement de...

Depuis l'agression, Israël a fermé les points de passage d'Erez et de Kerem Shalom, empêchant l'acheminement de l'aide humanitaire, notamment médicale, et la sortie des Palestiniens de Gaza pour se faire soigner. À cela s'ajoute la coupure d'eau et d'électricité qui frappe les deux millions d'habitants de Gaza.

²⁴⁹ Aide étrangère américaine à Israël, supra note 96.

²⁵⁰ Barak Ravid, Twitter (15 octobre 2023), <https://twitter.com/barakravid/status/1713560293106708636?s=21>.

²⁵¹ Voir, par exemple, l'ordonnance relative à la Gambie (concernant le génocide contre les Rohingyas).

²⁵² Arrêt CIJ Bosnie-Herzégovine, paragraphe 432 (établissant une distinction entre l'obligation de prévenir et complicité dans le génocide).

Il est urgent de « fournir à Israël ce dont il a besoin » pour soutenir sa campagne contre Gaza. Cette aide, ainsi que les promesses quotidiennes de soutien inconditionnel, ont été faites en pleine connaissance des déclarations et actions israéliennes qui laissent présager une intention génocidaire à l'encontre de la population civile palestinienne, comme indiqué dans la section A des conclusions. De hauts responsables américains se sont rendus en Israël pour discuter des formes de soutien nécessaires à Israël, notamment sur les plans militaire et diplomatique. Ils sont restés en contact permanent avec de hauts responsables israéliens, des discussions ayant régulièrement lieu au niveau du président Biden et du Premier ministre Netanyahu, une visite entre les deux étant prévue le 18 octobre. À aucun moment, les États-Unis n'ont appelé Israël à cesser son siège et ses bombardements contre la population palestinienne de Gaza.

De plus, et c'est un point crucial, l'aide matérielle et les promesses d'assistance et d'encouragement n'ont jamais diminué ; au contraire, elles se sont poursuivies, même après que les responsables israéliens ont clairement affirmé leur objectif de soumettre l'ensemble de la population civile palestinienne à des conditions de vie destinées à anéantir ce groupe, en tout ou en partie, par le biais de bombardements aveugles et indiscriminés, y compris après que le nombre d'enfants tués a dépassé le millier. Cette aide s'est poursuivie même lorsque la privation des besoins les plus essentiels à la survie humaine a atteint un point où la population palestinienne était largement privée de nourriture, d'eau, d'électricité et de carburant, avec les conséquences dévastatrices que cela a entraînées sur son accès aux soins médicaux et à la santé.

Deux moments critiques illustrent comment, à chaque escalade du conflit menée par les forces d'occupation israéliennes, les États-Unis ont maintenu leur soutien diplomatique, politique et militaire indéfectible à Israël. Le 9 octobre, le ministre israélien de la Défense, Joseph Gallant, a ordonné un siège total de la bande de Gaza, employant un langage déshumanisant pour qualifier la population palestinienne : « Il n'y aura ni électricité, ni nourriture, ni carburant, tout est fermé. Nous combattons des êtres humains bestiaux et nous agissons en conséquence. » La réaction du président Biden a été de promettre de fournir à Israël « ce dont il a besoin » et de relayer désinformation et propagande, tout en gardant le silence sur les meurtres commis par Israël contre plus de 900 Palestiniens, dont au moins 260 enfants, ainsi que des soignants et des journalistes, les blessures infligées à plus de 4 600 Palestiniens et l'avertissement des Nations Unies selon lequel 400 000 Palestiniens à Gaza étaient privés d'eau courante en raison des dégâts causés par les frappes aériennes et les actions israéliennes. Le 12 octobre, alors qu'Israël ordonnait l'évacuation de 1,1 million de Palestiniens soumis à des bombardements, à un blocus total et à un siège, le secrétaire à la Défense, Bill Blinken, déclara publiquement lors d'une conférence de presse en Israël que les États-Unis « seront toujours là, à vos côtés ». Il affirma également que les États-Unis continueraient à fournir un soutien matériel à Israël, notamment des munitions. Le secrétaire à la Défense américain, John Austin, confirma lui aussi que les États-Unis « œuvraient sans relâche pour fournir à Israël ce dont il a besoin, y compris des munitions ».

Aucun responsable américain n'a exprimé de réprobation à l'égard de l'ordre d'« évacuation » ni d'inquiétude quant aux décès, aux graves préjudices physiques ou mentaux, ou aux conditions de vie qu'il imposerait à la population palestinienne. En revanche, informés des actions d'Israël, les États-Unis se sont engagés à accroître leurs livraisons de munitions et leur soutien militaire, engagement réaffirmé le 13 octobre 2023 lors de la visite du secrétaire à la Défense, Michael Austin, en Israël. Le secrétaire d'État, David Blinken, a d'ailleurs clairement indiqué qu'il ne s'agissait pas de vaines promesses.

« Nous l'avons prouvé non seulement par nos paroles, mais aussi par nos actes, notamment le déploiement de groupes aéronavals [américains]. »

En conséquence, il existe des arguments plausibles et crédibles selon lesquels les actions des États-Unis visant à soutenir l'opération militaire israélienne, le bouclage et la campagne contre la population palestinienne à Gaza, en connaissance de l'intention d'Israël de détruire cette population par des meurtres, en lui causant de graves préjudices physiques et psychologiques et en créant des conditions de vie susceptibles d'entraîner sa destruction physique totale ou partielle, constituent une complicité de génocide.
